



ROYAL NORWEGIAN MINISTRY OF  
CLIMATE AND ENVIRONMENT



Empowered lives.  
Resilient nations.

**Proposition à soumettre au Guichet A du GCF et conseils**

**Informations générales**

**Demandeurs :** Programme des Nations Unies pour le développement et le SEPRED

**Juridictions :** Région du Cavally et Région du Bélier (Côte d'Ivoire)

**Titre du projet :** Développement d'un plan stratégique de production agricole durable et de restauration des paysages forestiers pour les régions de Bélier et Cavally

**Date de démarrage prévue :** Juin 2019

**Durée prévue :** 12 mois

**Montant total sollicité en dollars E.-U. :** 300,000 USD

**Personne de contact du demandeur**

**Nom :** Joseph Ezoua

**Titre :** Spécialiste au Programme Développement Durable Inclusif

**Organisation :** Programme des Nations Unies pour le Développement

**Adresse :** Angle Avenue Marchand, Rue Gourgas 01 BP 1747 Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)

**Téléphone :** (225) 20 31 74 00/ (225) 07 01 44 18

**Courriel :** [joseph.ezoua@undp.org](mailto:joseph.ezoua@undp.org)

**Personne de contact du demandeur (SEP-REDD)**

**Nom :** Ahoulou Ernest

**Titre :** Secrétaire Exécutif Permanent REDD+

**Organisation :** Secrétariat Exécutif Permanent REDD+

**Adresse :** Abidjan, Cocody Angré, 7ème tranche – 20 bp 650 Abidjan 20

**Téléphone :** (225) 22 50 30 97 / (225) 57 23 76 25

**Courriel :** [ernest.ahoulou@reddplus.ci](mailto:ernest.ahoulou@reddplus.ci)

**Responsable de la juridiction du Bélier**

**Nom de la personne responsable :** YEBOUE-KOUAME Kouassi Pascal

**Titre :** Président

**Entité d'attache :** Conseil Régional du Bélier

**Adresse :** Toumodi, Quartier Rombo, BP 56 Toumodi

**Téléphone :** (+225) 07 07 10 46 Fax : (+225) 30 62 87 50

**Courriel :** [yebouek@yahoo.fr](mailto:yebouek@yahoo.fr)

**Responsable de la juridiction du Cavally**

**Nom de la personne responsable :** Anne Désirée OULOTO

**Titre :** Présidente

**Entité d'attache** : Conseil Régional du Cavally

**Adresse** : Place Félix HOUPHOUET BOIGNY, BP 187 Guiglo

**Téléphone** : (+225) 08 45 95 49 / (+225) 01 71 64 01

**Courriel** : koli.rodolphe@gmail.com / paulokehaut@yahoo.fr

## Plan général de la proposition

Liste des abréviations .....	4
1. Justification et approche .....	5
1.1. Sommaire .....	5
1.2. Autoévaluation .....	6
1.3. Opportunités stratégiques .....	10
1.4. Objectifs et résultats escomptés .....	14
1.5. Description des activités du projet.....	27
<b>1.6. Arrangements institutionnels et cadre mise en œuvre.....</b>	<b>38</b>
1.7. Plan et calendrier de mise en œuvre .....	38
1.8. Questions intersectorielles.....	40
2. Risques, suivi et évaluation .....	43
2.1. Gestion des risques. ....	43
2.2. Suivi .....	44
2.3. Durabilité des résultats .....	44
3. Budget .....	45

### Liste des figures

Figure 1: Moteurs directs de la déforestation dans la région du centre.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
Figure 2 : Moteurs directs de la dégradation dans la région du centre .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
Figure 3: Moteurs directs de la déforestation dans la région de l'Ouest.....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
Figure 4 : Moteurs directs de la dégradation dans la région de l'Ouest .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>

### Liste des cartes

Carte 1 : Évolution de la couverture forestière de la région du Bélier de 1986 à 2000 ....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
Carte 2 : Évolution de la couverture forestière de la région du Bélier de 2000 2015 .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
Carte 3 : Évolution de la couverture forestière de la région de Cavally de 1986 à 2000 ..	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
Carte 4 : Évolution de la couverture forestière de la région de Cavally de 2000 2015 .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>

### Liste des tableaux

Tableau 1: Liste des projets / initiatives pouvant être considérés dans le cadre du processus REDD+ .....	8
Tableau 2: Liste des acteurs potentiels de la REDD+ dans les régions .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
Tableau 3: Caractéristiques des deux régions (Bélier et Cavally).....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
Tableau 4: Chronogramme de mise en œuvre.....	38
Tableau 5: Liste des potentiels risques et mesures d'atténuation.....	43



## Liste des abréviations

AFD :	Agence Française de Développement
ARCDI :	Association des Régions et Districts de Côte d'Ivoire
AVEC :	Associations Villageoises d'Epargnes et de Crédit
BAD :	Banque Africaine de Développement
CNRA :	Centre National de Recherche Agricole
COFIL :	Comité de Pilotage
CR :	Conseil Régional
CRB :	Conseil Régional du Bélier
CRC :	Conseil Régional du Cavally
FAO :	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM :	Fonds pour l'Environnement Mondial
FLEGT:	Forest Law Enforcement, Governance and Trade
GCF :	Groupe de Travail des Gouverneurs sur le Climat et les Forêts
GCP :	Green Commodities Programme
GES :	gaz à effet de serre
GIZ:	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
ICRAF:	World Agroforestry Centre
IDH :	The Sustainable Trade Initiative
INPHB :	Institut National Polytechnique Hophouet Boigny
MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINSEDD :	Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable
MPD :	Ministère du Plan et du Développement
NDC :	Contribution Déterminée au niveau national
ODD :	Objectifs de Développement Durable
OIPR :	Office Ivoirienne des Parcs et Réserves
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PIF :	Projet d'Investissement Forestier
PNAE :	Programme National d'Action pour l'Environnement
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSAC :	Projet d'Appui au Secteur Agricole
REDD+ :	Réduction des Émissions de GES dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
SEP-REDD+ :	Secrétariat Exécutif Permanent REDD+
SODEFOR :	SOciété de DEveloppement des FORêts
SRADT :	Schéma régional d'Aménagement et de Développement du territoire
WCF:	World Chimpanze Foundation

## 1. Justification et approche

### 1.1. Sommaire

L'expansion des plantations agricoles au détriment des forêts tropicales est aujourd'hui sous les projecteurs des médias. De nombreuses ONG internationales ont décrié les dégâts de la production des biens agricoles comme le cacao sur les forêts tropicales. Cette déforestation entraîne une dégradation importante des sols et met en péril la sécurité hydrique et la sécurité alimentaire dans les régions de production.

La Côte d'Ivoire présente l'une des manifestations les plus spectaculaires de la déforestation en Afrique. Le pays subit un fort taux de déforestation estimé à 4,32% annuellement de 1990 à 2000 et de 2,69% annuellement entre 2000 et 2015<sup>1</sup>. Cette déforestation est imputable majoritairement à l'agriculture (62%) avec en tête le cacao, l'hévéa et le palmier à huile ainsi que l'exploitation forestière illégale et la production de bois de chauffe. Ce fort taux de déforestation est plus prononcé dans la région du Bélier qui enregistre un taux de 5,58% annuellement pour la période de 1986 à 2000 et de 2,97% pour la période de 2000 à 2015. Même si pour la région du Cavally, ce taux de déforestation est de 2,75% annuellement pour la période de 1986 à 2000 et de 1,76% pour la période de 2000 à 2015, il reste néanmoins alarmant.

Pour y remédier, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans le mécanisme international de Réduction des Émissions de gaz à effet de serre dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD+), depuis 2011. En novembre 2017, le Conseil des Ministres de la Côte d'Ivoire a approuvé la Stratégie nationale REDD+ qui vise à restaurer le couvert forestier national pour atteindre 20% du territoire tout en assurant les objectifs de réduction de la pauvreté, de développement humain et social des communautés locales dans un cadre d'équité sociale, culturelle et de genre<sup>2</sup>. Cette dernière comprend en outre une série de politiques et de mesures visant à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts à travers la promotion d'une agriculture zéro déforestation dans les secteurs du cacao, de l'huile de palme et du caoutchouc ; la restauration communautaire et la gestion durable des forêts; un paiement pour le système de services écosystémiques; la planification spatiale et les réformes structurelles pour une transition vers une économie verte.

En raison de son premier rang mondial de producteur de cacao, l'agriculture zéro déforestation est devenu l'une des principales politiques et mesures de la Stratégie nationale REDD+ en raison d'une combinaison d'efforts novateurs d'engagement du secteur privé entrepris par le Gouvernement; un environnement mondial favorable aux engagements de durabilité soutenus par les grandes entreprises du secteur du cacao et les négociants opérant dans le secteur; et un besoin matériel d'intensifier la production en Côte d'Ivoire en raison du vieillissement des plantations, d'un écart de productivité croissant et de la diminution des possibilités d'expansion de la production dans l'espace. Cette politique et mesure est censée couvrir toute la zone forestière du pays qui représente l'aire de distribution du cacao.

La stratégie nationale REDD+ précise que sur un territoire les facteurs de la déforestation sont divers et interconnectés. C'est pourquoi le pays a opté pour la mise en œuvre combinée d'une approche nationale ainsi qu'une approche juridictionnelle dans chaque région. Ainsi en fonction des caractéristiques qui leur sont propres, des contraintes et opportunités qui sont liées à leurs différents contextes et écosystèmes, il est

---

<sup>1</sup> FAO et SEP-REDD+, 2018. Données forestières de base pour la REDD+ en Côte d'Ivoire, Cartographie de la dynamique forestière de 1986 à 2015. FAO, Rome.

<sup>2</sup> La Stratégie nationale REDD+ est disponible au lien suivant : <https://reddplus.ci/bibliotheques/documents/>

prévu pour chacune des régions, le développement d'un plan stratégique régional aligné sur les objectifs de la REDD+ et qui soient adaptés aux priorités et aux besoins qui leur sont propres.

Le Governors' Climate and Forests Task Force (GCF) soutien les juridictions afin de protéger les forêts tropicales, réduire les émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts et à promouvoir des voies réalistes pour le développement rural. Les régions du Bélier et du Cavally de la Côte d'Ivoire ont été admises dans le GCF, en qualité de membre statutaire, depuis 2015.

En effet, si la forêt tend à ne presque plus exister dans la région du Bélier (12 755,06 ha, soit moins de 2% de la superficie totale), la présence du Parc National de Tai dans la région du Cavally représente l'un des derniers fronts de déforestation avec 314 578,19 ha de forêt stable, soit 27% de la superficie de la région. Ces deux régions ont émis le souhait de développer d'une manière participative et socialement inclusive des plans stratégiques régionaux alignés sur les objectifs de la REDD+ prenant en considération les caractéristiques de chacune d'elles, leurs potentialités en termes de réduction de la déforestation et de production agricole durable (principalement pour la région du Cavally) et en termes de restauration du paysage forestier (pour la région du Bélier). Pour ce faire, des dynamiques existent déjà dans ces régions en termes d'aménagement du territoire et de planification, à travers les plans de développement, même si ceux-ci ne sont encore qu'à leurs phases initiales. Malheureusement les aspects liés à la REDD+ et plus largement environnementaux/changement climatique ne sont pas clairement pris en compte. De plus ces processus, réalisés majoritairement par des cabinets de consultants ne sont pas toujours conduits de manière participative et inclusive et ne favorisent par une réelle appropriation des conseils régionaux qui auront la charge de la mise en œuvre.

Le présent projet vise à appuyer les régions du Cavally et du Bélier en fonction du contexte local et de la dynamique de développement en cours dans chacune des régions afin de développer des plans stratégiques régionaux pour la gestion des ressources naturelles alignés sur les objectifs nationaux de la REDD+, de la nouvelle politique forestière et qui contribuent durablement aux bien-être des femmes et des hommes des communautés locales, à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois et à l'autonomisation des femmes à travers un processus inclusif et participatif de planification du développement vert tout en renforçant les capacités techniques et le leadership des conseils régionaux dans la conduite du processus.

## 1.2. Autoévaluation

### **Stratégies juridictionnelles existantes**

Existe-t-il une stratégie juridictionnelle REDD+ ? Oui  Non

Si oui, veuillez indiquer le libellé, l'année d'approbation et l'hyperlien de la stratégie en ligne.

Les deux régions ne possédant pas encore de stratégie juridictionnelle REDD+, leurs actions de développement sont mentionnées principalement dans les instruments de planification existants. Il s'agit du Plan Régional de Développement 2014-2018 de la Région du Bélier et du Programme Triennal de développement économique, social et culturel 2018-2020 de la région du Cavally. Il est toutefois à noter que ces documents n'abordent ni le mécanisme REDD+ ni le développement à faibles émissions de gaz à effet de serre, et très peu le changement climatique. Même s'il parle du développement agricole, les questions de préservation des ressources naturelles ou la restauration des forêts ne sont pas aussi abordées clairement. Néanmoins l'analyse des facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts réalisées par le BNEDT en 2015 a mis un accent particulier sur certaines régions dont les régions du Bélier et du Cavally en mettant en exergue l'état des forêts et les facteurs de déforestation associés.

## Évolution de la couverture forestière dans la région du Bélier

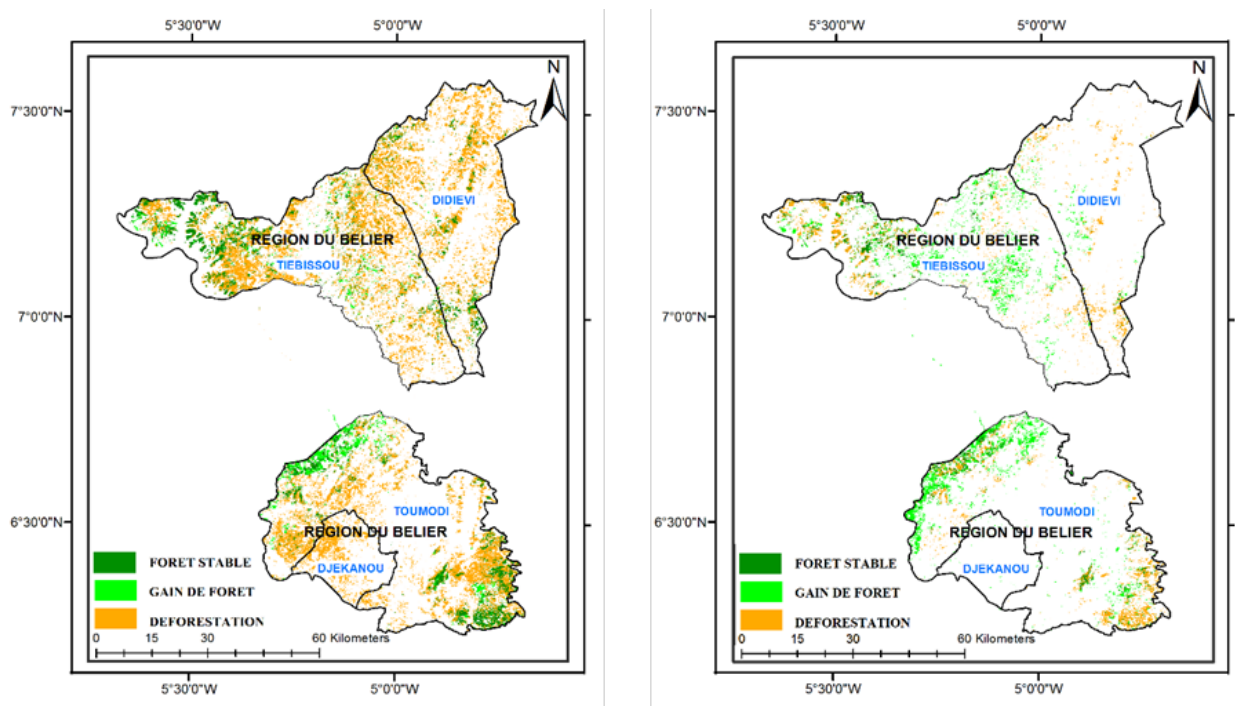


Figure 1: Évolution de la couverture forestière de la région du Bélier de 1986 à 2000 et de 2000 à 2015

D'après la FAO et SEP-REDD+ (2016), le principal moteur de déforestation de la région du Bélier est l'expansion agricole (68%). Y sont dominantes la cacaoculture, la riziculture et la culture d'hévéa. Viennent ensuite l'exploitation forestière à 26%. Les exploitations de bois d'œuvre, de bois de chauffe et les feux de brousse sont très importants dans le processus de dégradation des forêts.

## Évolution de la couverture forestière dans la région du Cavally

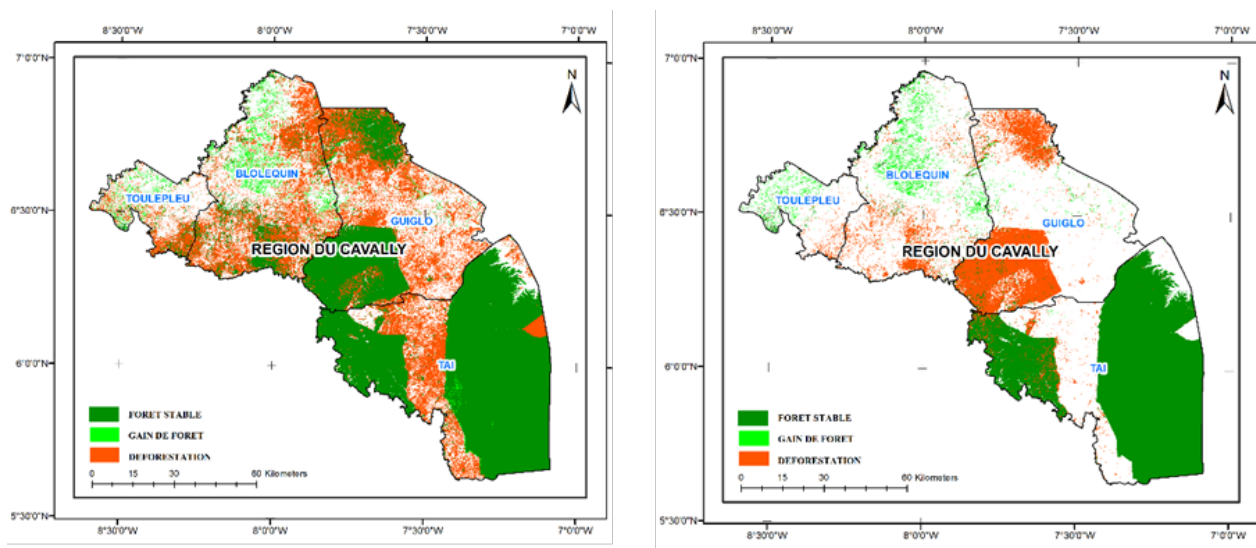


Figure 2: Evolution de la couverture forestière de la région de Cavally de 1986 à 2000 et 2000 à 2015

Les principaux moteurs de déforestation de la région du Cavally sont l'expansion de l'agriculture à 60% (cacaoculture, hévéaculture et autres cultures de rentes y compris). Ces moteurs directs de déforestation sont renforcés principalement par les facteurs démographiques, dont les migrations et l'accroissement naturel; mais aussi par les facteurs politiques (crises politiques et faible application des législations en vigueur).

**Autres processus pertinents pour un développement à faibles émissions**

Existe-t-il des engagements et/ou des initiatives en activité au niveau des chaînes d'approvisionnement dans la juridiction? Oui  Non

Si oui, comment votre stratégie juridictionnelle existante est-elle liée, si elle l'est, avec les chaînes d'approvisionnement durables ?

Le Gouvernement ghanéen tout comme celui de la Côte d'Ivoire en partenariat avec les compagnies de la chaîne de valeur cacao se sont engagés de l'Initiative Cacao et Forêts qui vise à éliminer la déforestation associée à la production de cacao. Le cadre d'action commune validé avec l'ensemble des acteurs prévoit l'amélioration de la productivité du cacao, la promotion de l'agroforesterie, la mise en œuvre d'un système de traçabilité, la protection et la restauration des forêts et l'amélioration du bien-être des communautés. Cette initiative concerne tout le territoire national et particulièrement dans les zones de production de cacao. La phase pilote de cette initiative prévue sur la période 2018-2020, concerne cinq régions pilotes dont les régions du Cavally, du Guémon, de la Nawa, de San Pedro et de La Mé.

Pour la région du Bélier, il n'existe pas à l'heure actuelle une initiative ou processus pertinents au niveau des chaînes de valeurs.

Y a-t-il d'autres activités ou projets importants pertinents pour la REDD+/le DFE en cours dans la juridiction ? Oui  Non  Si oui, veuillez donner la liste des organisations ou partenaires concernés.

Nombreux sont les initiatives et projets qui concourent directement ou indirectement à la REDD+ et au développement à faible émission de gaz à effet de serre dans les régions de Cavally et du Bélier. Ils sont, dans la plupart des cas nouveaux, et leurs mises en œuvre sont récentes ou planifiées. Mentionnés ci-dessous, ils seront analysés pour pouvoir en tirer des leçons lors de l'exercice d'élaboration des stratégies régionales REDD+. De plus, leurs alignements et contributions au processus REDD+ des régions seront étudiés au cours de la mise en œuvre du projet, et pris en considération dans le développement du plan d'action des stratégies régionales.

Tableau 1: Liste des projets / initiatives pouvant être considérés dans le cadre du processus REDD+

Programmes/Projets/Initiatives en cours	Promoteur		Zone d'application		
	Publique/Multil.	Privé	Nat.	Bélier	Cavally
Programme d'Investissement Forestier (PIF)	MINEDD, MINEF, MINADER/Banque mondiale et BAD			X	X
Programme Réduction des Emissions du fonds carbone	MINED/SEP-REDD+, Banque mondiale				X
Appui au développement du caoutchouc, du teck, et de l'anacardier dans les régions du Bélier, de l'Iffou et du N'Zi	Conseil Régional Bélier (CRB)		X	X	
Développement agroindustriel dans la région du Bélier	CRB/ BAD			X	
Appui aux initiatives se concentrant principalement sur la création de forêts de teck sur des petites surfaces		CARE international		X	

Programmes de certification : « Verdir l'industrie du cacao » The Rainforest Alliance (RA), PNUE	PNUE	Rainforest Alliance	X		X
Projet Vision for Change (V4C)	ICRAF	MARS	X		X
Initiative pour des paysages durables (ISLA)	MPD, SODEFOR, OIPR, Conseil Régional du Cavally	IDH, CEMOI, Barry-Callebaut, WCF			X
Programme de promotion des filières agricoles et de la biodiversité (PROFIAB)	MINADER / GiZ	TNCl/Barry Callebaut/ CIPEXI			X
Projet de conservation de la biodiversité dans le complexe Taï-Grebo-Sapo	MINSEDD / GiZ				X
Initiative Cocoa et Forest	MINEF	WCF / IDH	X	X	X
Tropical Forest Alliance TFA 2020	SEPREDD, AIPH et SOLIDARIDAD	X	X	X	X
Projet Adaptation au Changement Climatique (PACCS)	MINADER/GiZ				X
I.M.A.G.E.S – Inventaire, Modélisation, Alerte	MPD	VividEconomics	X		X

### Financement et investissement

La stratégie juridictionnelle est-elle étayée par un plan d'investissement/de mise en œuvre claire et détaillée ? Oui  Non

Les deux régions n'ayant pas encore des stratégies juridictionnelles, il n'existe pas encore de plan d'investissement associé. Cependant, la facilité REDD+ de l'Union Européenne et l'ONU Environnement travail sur la mise en place de mécanisme de financement afin de faciliter l'accès au financement par les petits producteurs. L'objectif est de mobiliser plus de 1 milliard de dollar à l'horizon 2025 pour la mise à l'échelle la production agricole durable, l'agroforesterie et la restauration des forêts. La région de Cavally sera une des régions pilotes de cette analyse de mobilisation de financement à l'échelle du paysage.

### Capacités du partenaire

L'organisation partenaire possède-t-elle une forte présence dans la juridiction Oui  Non  Veuillez décrire brièvement les initiatives pertinentes du point de vue de la REDD+/du DFE entreprises par l'organisation partenaire.

Le partenaire possède-t-il les capacités voulues pour gérer un projet de ces dimensions de manière efficace? Oui  Non  Veuillez expliciter.

Le partenaire œuvre-t-il avec d'autres juridictions sur des projets faisant l'objet de propositions distinctes? Oui  Non

Est-ce que le partenaire a la possibilité d'appliquer les normes environnementales et sociale (NES) PNUD? Oui  Non  Si oui, développer

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Secrétariat Exécutif Permanent pour la REDD+ (SEP-REDD+) sont les entités chargées de l'exécution de ce projet.

Le PNUD est l'organisme de développement principal qui soutient le pays dans un développement à faible émission de carbone et résilient au climat. Le Bureau de pays du PNUD a dirigé des travaux d'analyse visant à soutenir la défense d'une gouvernance environnementale inclusive et équilibrée et à renforcer le positionnement stratégique des pays dans la lutte contre la déforestation et le changement climatique.

Le PNUD a joué aussi un rôle clé dans la mobilisation du secteur privé pour l'élimination de la déforestation dans les chaînes de valeurs agricoles notamment du cacao et l'hévéa. Spécifiquement le PNUD en partenariat avec le GIZ a apporté l'appui technique nécessaire au chocolatier Mondelez et ses traders pour l'élaboration de leurs plans d'action zéro déforestation dans le cadre de l'initiative cacao et forêts. Le projet proposé s'appuie sur cette longue expérience du PNUD en matière de REDD+ et de lutte contre la déforestation.

Le PNUD soutient également le pays dans le développement et la mise en œuvre de la nouvelle politique et stratégie de préservation, de réhabilitation, et d'extension des forêts à travers le ministère des Eaux et forêts. Cette stratégie intègre des politiques et mesures liées à la restauration des forêts par le reboisement et l'agroforesterie, mais également de réhabilitation des forêts classées en partenariat avec le secteur privé. Le PNUD accompagne le gouvernement en vue de relever le défi de la reforestation, à travers la mise en œuvre d'un « Accélérateur Lab sur la Forêts ».

Le SEP-REDD+ est une structure du gouvernement créée par le Décret Présidentiel n° 2012-1049 du 24 octobre 2012. Il est placé sous la tutelle du Ministère en charge de l'Environnement. C'est l'entité de coordination du processus REDD+ en Côte d'Ivoire (planification, mobilisation des ressources financières et accompagnement technique du processus national de préparation au mécanisme REDD+).

Le SEP-REDD et le PNUD ont déjà collaboré dans la mise en œuvre de plusieurs projets et programmes notamment dans le cadre du programme ONU-REDD. Ce programme a été mis en œuvre par le SEP-REDD+ en collaboration avec le PNUD, la FAO et l'ONU Environnement. Les réalisations du soutien apporté par le PNUD par l'intermédiaire du programme ONU-REDD comprennent l'élaboration de la stratégie nationale REDD+ et la mobilisation du secteur privé et des organisations de la société civile dans le cadre de la lutte contre la déforestation. Un autre résultat a été le développement d'un partenariat entre la Côte d'Ivoire et le Costa Rica pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts dans le cadre du Programme ONU-REDD. Partageant la même vision de la préservation des forêts dans un contexte d'économie nationale fortement dépendante de la production agricole, les deux pays se sont réunis pour échanger, dans le cadre d'un partenariat stratégique sur la REDD, leurs expériences et leurs bonnes pratiques l'agriculture durable.

### 1.3. Opportunités stratégiques

Dans les régions du Cavally et du Bélier, il existe plusieurs initiatives et projets en cours ainsi que des programmes de durabilité individuels mis en œuvre par les compagnies du cacao, sans un réel impact régional pour inverser les tendances de déforestation. Il est aujourd'hui admis que sur un territoire les moteurs de la déforestation sont divers, interconnectés et substituables. Des efforts réussis de réduction de la déforestation dans un projet, par un acteur ou une filière peuvent être perdus dans d'autres filières, d'autres projets ou par l'intervention d'autres acteurs.

C'est pourquoi une approche globale et intégrée en matière de gouvernance forestière et d'utilisation des terres au niveau de la région, pilotée par le conseil régional est nécessaire. Cette approche va s'appuyer sur le processus d'élaboration des schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire en cours dans chacune des deux régions.

En Côte d'Ivoire, une région est à la fois une juridiction administrative et une collectivité territoriale. En tant que collectivité territoriale, la région dirigée par le Conseil régional est une entité administrative dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Plus proches des réalités locales, des utilisateurs des terres et des investissements locaux, elle a pour missions d'organiser la vie collective et la participation des populations à la gestion des affaires locales, de promouvoir et réaliser le développement local, de moderniser le monde rural, d'améliorer le cadre de vie, de gérer les terroirs et l'environnement.

L'approche régionale (juridictionnelle/landscape) qui sera mise en œuvre dans le cadre du projet permettra

d'aligner les intérêts et à coordonner les actions entre les structures gouvernementales, les entreprises, les femmes et les hommes des communautés locales et les ONG autour d'une vision commune et partagée en matière de conservation des forêts, de durabilité des chaînes d'approvisionnement, et d'objectifs de développement verts. L'accent sera mis sur une approche participative, genre et socialement inclusif de planification d'utilisation des terres au niveau régional ainsi que de production agricole durable, de protection et de restauration des forêts, grâce à des interventions politiques géographiquement adaptées, à des incitatifs basés sur le marché et, à des mécanismes de financements mis en place. Ce processus sera conduit avec un leadership fort et un engagement résolu de la part du conseil régional. Ceci nécessitera de solides capacités techniques et organisationnelles au sein du conseil régional.

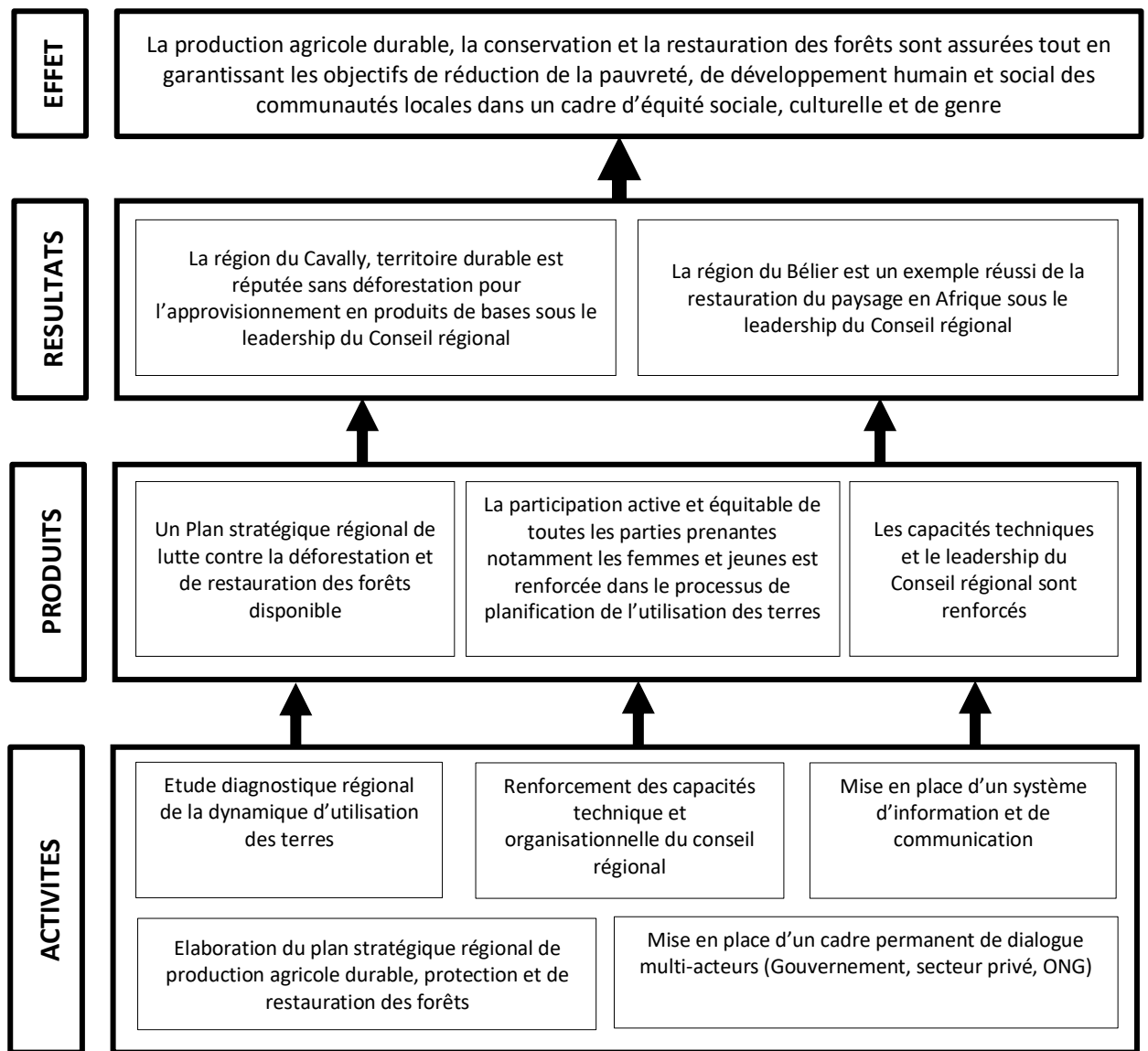
Les deux régions présentent des caractéristiques différentes, mais la démarche de construction des plans stratégiques sera la même. Ces plans seront développés dans le cadre des processus d'élaboration des schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire (SRADT) qui seront lancés cette année dans les deux régions.

Dans la région de Cavally compte tenu des risques de déforestation dû au cacao sur le parc national de Taï et la forêt classée de Cavally, le plan stratégique régional sera centré sur la production de cacao zéro déforestation qui protège les aires protégées et les forêts classées tout en restaurant les forêts dans le paysage agricole à travers la promotion de l'agroforesterie avec un accent particulier sur la création d'emplois pour les jeunes femmes et hommes, l'autonomisation des femmes et l'inclusion financière. Ce plan stratégique sera développé en étroite liaison avec l'Initiative Cacao et Forêts, les projets de durabilité individuels des compagnies du cacao ainsi que les projets REDD+ conduits par le Secrétariat Exécutif Permanent de la REDD+ (Programme d'Investissement Forestier et le Programme de Réduction des Emissions de la Banque mondiale).

La région du Bélier est une zone de transition forêt-savane où les forêts situées principalement le long des cours d'eau ont été remplacées par les plantations de cacao et de café. L'enjeu principal est donc la restauration des paysages forestiers devant contribuer à la sécurité alimentaire, la création d'emploi pour les jeunes femmes et hommes et l'autonomisation des femmes. Ce plan stratégique contribuera aux objectifs de la stratégie nationale REDD+, la nouvelle stratégie forestière, mais également aux engagements internationaux pris par la Côte d'Ivoire dans le cadre du Défi de Bonn, l'initiative africaine pour la restauration des paysages forestiers (AFR100), la déclaration de New York sur les forêts. Tout comme pour la région de Cavally, ce plan stratégique s'alignera avec la dynamique en cours d'élaboration du SRADT et le projet en cours de développement pôle agro-industriel dans la région du Bélier mis en œuvre, par la BAD centré sur les activités (i) d'Intensification des cultures vivrières ; (ii) Développement des chaînes de valeur associées ; (iii) Réhabilitation du capital productif.

La théorie du changement mentionnée ci-dessous détaille les éléments qui seront mis en œuvre par les deux régions afin d'atteindre les objectifs qu'elles se fixent.

**Théorie du changement**



## 1.4. Objectifs et résultats escomptés

Les deux contextes étant différents les objectifs et les résultats attendus sont présentés dans deux tableaux différents.

### 1.4.1 Objectifs et résultats escomptés pour la région de Cavally

**Objectif** : Soutenir la région de Cavally pour l'émergence d'un territoire réputé zéro déforestation pour l'approvisionnement en produits agricoles (cacao, hévéa, palmier à huile) et connectés avec le marché sous le leadership du conseil régional

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
<b>La région de Cavally, un territoire durable réputé sans déforestation pour l'approvisionnement en produits agricoles, connectés au marché sous le leadership du Conseil régional à travers une approche participative et inclusive</b>	Taux de déforestation annuel de la région	Suivi de l'évolution des forêts (SNSF – SEP-REDD+)	1.76%/an au Cavally	2015	Réduction de 80% du taux de déforestation de la région en 2025	Analyse des données cartographiques – comparaison de l'évolution des superficies des couvertures forestières.	Malgré la loi sur la décentralisation tardant à se mettre en place, le CR arrive à imposer un leadership qui assure une mise en œuvre cohérente des projets dans la région
<b>Résultat 1 : Un cadre de dialogue multi-acteurs sur la gouvernance de l'utilisation des terres et de développement rural est mis en place et fonctionnel au niveau régional</b>							
<b>Résultat 1.1 : les mécanismes de gouvernance d'un cadre de dialogue multi-acteurs au niveau de la région de Cavally sont mis en place et la participation active et équitable de toutes catégories d'acteurs est assurée</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Existence d'un comité de pilotage, comité technique et secrétariat du cadre dialogue multi-acteurs</li> <li>Nombre et type de catégories d'acteurs régionaux participants au cadre de dialogue</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêté du Préfet de région instituant le cadre dialogue multi-acteurs, la composition et le fonctionnement</li> <li>Liste des membres du cadre de dialogue</li> </ul>	0	2019	<ul style="list-style-type: none"> <li>01 arrêté du préfet de région de Cavally</li> <li>Au moins 7 catégories d'acteurs (Administration publique, ONG, Chefferie, Collectivités locales, Secteur privé, associations communautaires, leader religieux, coopératives producteurs)</li> </ul>	<p>Analyse du document d'arrêté du préfet de région</p> <p>Analyse des comptes rendus des réunions séance de travail du cadre de dialogue</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Changement politique et administratif au niveau de la région</li> <li>Les femmes ne sont pas suffisamment représentées dans les</li> </ul>

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
	3. Pourcentage de femme participant au cadre dialogue 4. Pourcentage de jeunes désagrégé par sexe participants au cadre de dialogue 5. Nombre d'acteurs financiers engagés dans le cadre de dialogue	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport des réunions du cadre de dialogue + Liste de présence aux réunions</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation des femmes : 30%</li> <li>Participation des jeunes : 30%</li> <li>01 acteur financier participe au cadre de dialogue</li> </ul>		instances de prise de décision
<b>Résultat 1.2 : Les différentes catégories d'acteurs régionaux sont informés sur l'évolution du cadre de dialogue ainsi que sur les activités et projet mis en œuvre au niveau de la région en lien avec l'utilisation des terres et les produits agricoles</b>	1. Nombre de personnes désagrégé par sexe sensibilisées et prenant une part active concernant l'utilisation des terres et le cadre de dialogue régional organisés auprès des communautés locales dans les Villages, Sous-préfectures et Départements 2. Nombre de systèmes d'information et de communication mis en place par le conseil régional 3. Nombre d'émissions radio sur la production	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport d'atelier de sensibilisation des communautés locales dans les Villages, Sous-préfectures et Départements</li> <li>Site internet actif au niveau du conseil régional accessible aux différents acteurs de la région</li> <li>Programmes d'au moins une radio locale</li> </ul>	0	2019	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 5 ateliers de sensibilisation et de consultations organisés au niveau des Départements, Sous-préfectures et Villages (participation des femmes : 30%)</li> <li>01 site internet crée et actif au niveau du conseil régional</li> <li>Au moins 04 émissions radio de sensibilisation et de communication organisées</li> <li>80 % des femmes et des jeunes de sexe féminin et masculin estiment qu'ils comprennent</li> </ul>	Analyse des rapports d'ateliers Collecte des données auprès des radios locales Analyse du site internet Enquête de satisfaction des femmes et des jeunes de sexe féminin et masculin	Manque d'Adhésion des communautés locales et du secteur privé Les femmes et jeunes de sexe féminin et masculin sont exclus du processus

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
	agricoles zéro déforestation, la protection et la restauration des forêts organisées 4. % des femmes et des jeunes femmes et hommes qui se sentent suffisamment informés sur le cadre de dialogue et les activités du projet				suffisamment et sont informés sur le cadre de dialogue et les activités du projet.		
<b>Résultat 2 : Un plan stratégique régional sur la production agricole zéro déforestation est élaboré de manière participative et inclusive avec des mécanismes de financement définis (principal résultat attendu)</b>							
<b>Résultat 2.1 : Les acteurs régionaux de Cavally ont une compréhension partagée de la dynamique d'utilisation des terres, des zones à risque de déforestation, de la cartographie des acteurs, des chaînes de valeurs et des financements existants, mais également sur la situation au niveau des inégalités liées au genre</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nombre d'étude d'analyse de la dynamique d'utilisation des terres de la région de Cavally partagée avec les acteurs du cadre de dialogue</li> <li>2. Nombre d'étude ou analyse spécifique de la situation des inégalités liées au genre au niveau politique, économique, social et culturel et partagée avec tous les acteurs du cadre de dialogue</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport d'étude validé d'analyse de la dynamique d'utilisation des terres</li> <li>• Document d'analyse de la situation des inégalités liées à la question du genre</li> </ul>	0	2019	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au moins 01 étude d'analyse de l'utilisation des terres y compris, l'analyse des risques de déforestation, les chaînes de valeurs et financement existants ;</li> <li>• Au moins 01 étude d'analyse spécifique de la situation du genre au niveau politique, économique, social et culturel réalisé et validé avec les acteurs les acteurs du cadre de</li> </ul>	Analyse du rapport d'étude	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'étude ne prend pas suffisamment en compte les différentes opportunités de la région</li> <li>• La situation de l'égalité des sexes dans la région n'est pas suffisamment étudiée</li> </ul>

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
					dialogue y compris les femmes et les jeunes de sexe féminin et masculin		
<b>Résultat 2.2 : Les acteurs régionaux partagent une vision commune de la gouvernance de l'utilisation des terres et s'organisent pour identifier les actions à mettre en œuvre pour assurer la production agricole zéro déforestation</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nombre de groupes de travail thématiques au sein du cadre de dialogue mis en place et fonctionnel</li> <li>2. Nombre de réunion des groupes thématiques</li> <li>3. Nombre de groupe thématique adressant spécifiquement le sujet d'inclusion social et de genre</li> <li>4. Pourcentage de femme et jeunes de sexe masculin et féminin participant à chacun des groupes de travail thématiques</li> <li>5. Nombre de mécanismes financiers défini</li> <li>6. Plan stratégique régional de production agricole zéro déforestation intégrant pleinement une approche d'inclusion</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compte rendu de réunion du comité technique pour la création des groupes thématiques</li> <li>• Rapport des réunions de groupe thématiques</li> <li>• Rapport des réunions du groupe thématique sur l'inclusion financière et liste des membres</li> <li>• Rapport d'atelier de validation du plan stratégique régional</li> </ul>	0	2019	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 05 groupes de travail thématique mis en place (a) Encadrement des producteurs ; b) Production de plant, Agroforesterie et chaînes de valeurs associées ; c) Mécanisme de financement des intrants et Inclusion financière (AVEC) ; d) Valorisation des produits issus d'approches zéro déforestation ; e) Cartographie, protection des forêts)</li> <li>• Au moins 01 groupe adresse spécifiquement la question d'inclusion social et de genre</li> <li>• Au moins 3 réunions par groupe thématique organisé</li> <li>• Plan stratégique régional de production agricole zéro déforestation</li> </ul>	<p>Analyse des rapports de compte rendu d'atelier</p> <p>Analyse du document validé du plan d'action stratégique</p> <p>Enquête de satisfaction auprès des femmes et des jeunes hommes et femmes</p>	Les résultats escomptés du programme semblent être ambitieux eu égard au budget et au chronogramme de mise en œuvre

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
	<p>sociale et de genre est disponible</p> <p>7. % des femmes et des jeunes femmes et hommes qui estiment que leurs points de vue ont été suffisamment pris en compte dans l'identification des mesures à mettre en œuvre et dans le cadre de suivi et d'évaluation.</p>				<p>intégrant une approche d'inclusion sociale et de genre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation des femmes : 30%</li> <li>• Participation des jeunes : 30%</li> <li>• 80 % des femmes et des jeunes de sexe féminin et masculin estiment que leurs points de vue ont été suffisamment pris en compte dans l'identification des mesures à mettre en œuvre et dans le cadre de suivi</li> </ul>		
<b>Résultat 3 : Les capacités du Conseil Régional du Cavally sont renforcées pour la gestion d'un cadre dialogue multi-acteurs et il est capable d'assurer un leadership politique au niveau national et international afin de promouvoir les produits zéro déforestation sur les marchés</b>							
<b>Résultat 3.1 : Le conseil régional du Cavally dispose des ressources humaines compétentes capables de conduire le processus participatif et inclusif de planification de l'utilisation des terres</b>	<p>1. Nombre d'agents compétents au sein du Conseil régional de Cavally engagé dans la mise en œuvre dans la gestion du cadre de dialogue</p> <p>2. % de femmes dans l'équipe de projet</p>	<p>Contrat d'agent technique recruté pour conduite du cadre de dialogue</p> <p>Cahier de charge des agents déjà disponible revu en fonction des besoins du cadre de dialogue</p>	0	2019	<p>Au moins 4 agents techniques au sein du CR sont mis à la disposition du secrétariat du cadre de dialogue : a) Coordonnateur du projet ; b) Expert technique en gestion des ressources naturelles ; c) Chargé de la Communication</p>	<p>Analyse des contrats et des cahiers de charge des agents techniques du CR de Cavally engagé dans le projet</p>	<p>Appropriation du projet par les agents du conseil régional</p>

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
					; d) Assistant/assistante administratif et financier  30% de l'équipe de projet est constituée de femme		
<b>Résultat 3.2 : Le conseil régional du Cavally bénéficie de l'appui technique du PNUD-GCP avec les méthodologies de gestion des plateformes de dialogue multi acteurs pour la production durable des commodités et d'une visibilité internationale pour la promotion des produits zéro déforestation</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nombre de méthodologie développée pour appuyer CR dans le fonctionnement du cadre de dialogue et de groupe de travail</li> <li>2. Nombre agents techniques du CR formé sur la méthodologie du GCP</li> <li>3. Nombre d'évènements au niveau national et international sur les commodités agricoles durables auquel participe le conseil régional de Cavally</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document de méthodologie de fonctionnement du cadre dialogue</li> <li>• Rapport d'atelier/réunion/mis sion de renforcement des capacités des agents du CR de Cavally sur les méthodologies du PNUD-GCP</li> <li>• Rapport de participation du conseil régional de Cavally aux évènements nationaux ou internationaux sur les commodités durables</li> </ul>	0	2019	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moins 05 méthodologies spécifiques pour la gestion d'un cadre dialogue sont développée (prise en compte du Genre ; Budget et mobilisation de financement ; engagement des parties prenantes ; Engagement du secteur privé ; Suivi-évaluation ; Système d'encadrement des planteurs)</li> <li>• Au moins 04 agents techniques du CR de Cavally bénéficient d'une formation sur les méthodologies du PNUD-GCP</li> <li>• Le CR de Cavally participe au moins à deux (2) évènements nationaux ou internationaux sur les produits agricoles zéro déforestation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse des rapports de travail du GCP</li> <li>• Analyse des rapports d'atelier/réunion /mission de renforcement des capacités</li> </ul>	Le marché de commodités zéro déforestation ne se développe pas suffisamment

### 1.4.2 Objectifs et résultats escomptés pour la région du Bélier

**Objectif :** Contribuer à la restauration du paysage forestier tout en assurant la sécurité alimentaire et à la création de revenus supplémentaires pour les communautés rurales dans la région du Bélier.

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
<b>La région du Bélier, un territoire de référence en termes de restauration des paysages forestiers garantissant la sécurité alimentaire et les revenus supplémentaires pour les communautés, sous le leadership du Conseil régional</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Taux de restauration annuel de la région</li> <li>2. Moyens d'existence durables pour les communautés locales,</li> <li>3. Bonne gouvernance des ressources forestières</li> <li>4. Nombre de femmes et jeunes bénéficiant du processus du RPF</li> </ol>	Suivi de l'évolution des paysages restaurés (SNSF – SEP-REDD+)	%/an restauration au Bélier	2015	Restauration de 20% du paysage forestier de la région en 2025	Analyse des données cartographiques – comparaison de l'évolution des superficies des zones restaurées.	Une meilleure coordination des acteurs locaux pour la restauration des paysages forestiers avec un leadership du conseil régional.
<b>Résultat 1 : Un cadre de dialogue multi-acteurs pour la restauration des paysages forestiers afin de renforcer la compréhension entre les acteurs et la gouvernance forestière est mis en place et fonctionnel au niveau régional du Bélier</b>							
<b>Résultat 1.1 : les mécanismes de gouvernance d'un cadre de dialogue multi-acteurs au niveau de la région de Bélier sont mis en place et la participation active et équitable de toutes les catégories d'acteurs est assurée</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Existence d'un comité de pilotage, comité technique et secrétariat du cadre de dialogue multi-acteurs sont mis en place</li> <li>2. Type de catégories d'acteurs régionaux participants au cadre de dialogue</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté du Préfet de région instituant le cadre de dialogue multi-acteurs, la composition et le fonctionnement</li> <li>• Liste des membres du cadre de dialogue</li> </ul>	0	2019	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 01 arrêté du préfet de région de Bélier</li> <li>• Au moins 7 catégories d'acteurs (ONG, Chefferie, Collectivités locales, Secteur privé, acteurs de la filière bois, charbonniers associations communautaires, leader religieux, coopératives de</li> </ul>	<p>Analyse du document d'arrêté du préfet de région</p> <p>Analyse des comptes rendus des réunions séance de travail du cadre de dialogue + liste de présence</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement politique et administratif au niveau de la région</li> <li>• Les femmes ne sont pas suffisamment représentées dans les</li> </ul>

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
	3. % de femme et de jeunes de sexes masculin et féminin participant au cadre de dialogue 4. Nombre d'acteurs financiers engagés dans le cadre de dialogue	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport des réunions du cadre de dialogue + Liste de présence aux réunions</li> </ul>			producteurs agricoles, associations de jeunesse et de femme) <ul style="list-style-type: none"> <li>Participation des femmes : 30%</li> <li>Participation des jeunes : 30%</li> <li>Au moins 01 acteur financier participe au cadre de dialogue</li> </ul>		instances de prise de décision
<b>Résultat 1.2 : La communication, la consultation, la collaboration et le partenariat entre les acteurs impliqués dans la restauration du paysage forestier sont renforcés</b>	1. Nombre de personnes outillées en matière de restauration des paysages (désagrégé par sexe et âge) 2. Pourcentage de femmes et jeunes participantes aux activités de sensibilisation 3. Nombre de systèmes d'information et de communication mis en place par le conseil régional 4. Nombre d'émissions radio sur la restauration paysages forestiers organisés 5. % des femmes et des jeunes femmes et	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport d'atelier de sensibilisation des communautés locales dans les villages et départements</li> <li>Liste de présence aux ateliers de sensibilisation</li> <li>Site internet actif au niveau du conseil régional accessible aux différents acteurs de la région</li> <li>Programmes des radios locales</li> </ul>	0	2019	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 10 ateliers de sensibilisation et de consultations organisés au niveau des départements et villages (participation des femmes : 30%)</li> <li>01 site internet créé et actif au niveau du conseil régional</li> <li>Au moins 04 émissions radio de sensibilisation et de communication organisées</li> <li>Participation des femmes aux activités de sensibilisation : 30%</li> <li>Participation des jeunes aux activités de sensibilisation : 30%</li> </ul>	Analyse des rapports Collecte des données auprès des radios locales Analyse du site internet Enquête de satisfaction auprès des femmes et les jeunes de sexe masculin et féminin	<ul style="list-style-type: none"> <li>Manque d'Adhésion des communautés locales et du secteur privé</li> <li>Les outils de communication adéquats seront identifiés au début du projet afin qu'ils soient les plus adaptés possible aux contextes locaux.</li> </ul>

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
	hommes qui se sentent suffisamment informés sur le cadre de dialogue et les activités du projet				<ul style="list-style-type: none"> <li>80 % des femmes et des jeunes de sexe féminin et masculin estiment qu'ils comprennent suffisamment et sont informés sur le cadre de dialogue et les activités du projet.</li> </ul>		
<b>Résultat 2 : Un plan stratégique régional sur la restauration des paysages forestiers est élaboré de manière participative et inclusive avec des mécanismes de financement définis (principal résultat attendu)</b>							
<b>Résultat 2.1 : Les acteurs régionaux de Bélier ont une compréhension partagée des opportunités de restauration des paysages forestiers ainsi que sur la situation de l'égalité des sexes et les opportunités d'autonomisation des femmes</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Existence de Zones prioritaires pour la restauration identifiée et validé avec les acteurs du cadre de dialogue ;</li> <li>Existence d'une cartographie des Acteurs et les chaînes de valeurs associées aux produits forestiers sont identifiés et cartographiés</li> <li>Existence d'une Analyse sexospécifique réalisée sur les rôles, les responsabilités, les usages, les droits et les pratiques qui affectent</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport d'étude validé de l'évaluation des opportunités de restauration du paysage</li> </ul>	0	2019	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 01 étude d'évaluation des opportunités de restauration du paysage</li> <li>01 cartographie des acteurs et des différentes chaînes valeurs associées à la restauration des paysages</li> <li>01 étude d'analyse sexospécifique réalisée sur les rôles, les responsabilités, les usages, les droits et les pratiques qui affectent la manière dont les femmes et les hommes utilisent et gèrent les ressources naturelles pour soutenir</li> </ul>	Analyse des rapports d'étude	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'étude ne prend pas suffisamment en compte les différentes opportunités de la région</li> <li>La situation de l'qualität des sexes dans la région n'est pas suffisamment étudiée</li> </ul>

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
	la manière dont les femmes et les hommes utilisent et gèrent les ressources naturelles pour soutenir leurs moyens de subsistance et leurs familles.				leurs moyens de subsistance et leurs familles.		
<b>Résultat 2.2 : Les acteurs régionaux partagent une vision commune des objectifs et des options de restauration du paysage forestier et s'organisent pour définir les actions à mettre en œuvre et le cadre de suivi-évaluation</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Nombre de groupes de travail thématiques au sein du cadre de dialogue mis en place et fonctionnel ; nombre d'options de restauration associé à la sécurité alimentaire et le développement de revenus supplémentaire pour les communautés identifiées</li> <li>2. Existence d'un Plan d'action stratégique de restauration des paysages forestiers de la région du Bélier intégrant une approche d'inclusion social et de genre</li> <li>3. Pourcentage de femme et jeunes participant à</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compte rendu de réunion du comité technique pour la création des groupes thématiques</li> <li>• Rapport des réunions de groupe thématiques</li> <li>• Plan stratégique de restauration du paysage de la région du Bélier</li> </ul>	0	2019	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 05 groupes de travail thématiques mis en place (a) Production de matériel végétal/ Agroforesterie, Sécurité alimentaire, Bois énergie ; b) Financement des intrants, mécanismes d'incitation et Inclusion financières ; c) Encadrement des producteurs ; d) Valorisation des produits et accès au marché ; e) Lutte contre les feux de brousse.</li> <li>• Au moins 3 réunions par groupe thématique organisé</li> <li>• Au moins quatre (04) options de restauration identifiées (Reboisement, Régénération naturelle,</li> </ul>	<p>Analyse des rapports de compte rendu d'atelier</p> <p>Analyse du document validé du plan d'action stratégique</p> <p>Enquêtes de satisfaction auprès des femmes et des jeunes hommes et femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un consensus entre les acteurs ne se</li> <li>• Dégage sur les objectifs et les options de restauration du paysage</li> <li>• Les résultats escomptés du programme semblent être ambitieux eu égard au budget et au chronogramme de mise en œuvre</li> </ul>

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
	<p>chacun des groupes de travail thématiques</p> <p>4. Activité pour l'inclusion financière et l'autonomisation des femmes définies ;</p> <p>5. Existence d'un Mécanisme financier et sources de financement défini ;</p> <p>6. % des femmes et des jeunes femmes et hommes qui estiment que leurs points de vue ont été suffisamment pris en compte dans l'identification des mesures à mettre en œuvre et dans le cadre de suivi et d'évaluation.</p>				<p>Agroforesterie, Protection de bassins versants)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Plan stratégique régional de restauration des paysages forestiers avec une approche d'inclusion social et de genre</li> <li>Participation des femmes : 30%</li> <li>Participation des jeunes : 30%</li> <li>80 % des femmes et des jeunes de sexe féminin et masculin estiment que leurs points de vue ont été suffisamment pris en compte dans l'identification des mesures à mettre en œuvre et dans le cadre de suivi</li> </ul>		
<b>Résultat 3 : Les capacités du Conseil Régional du Bélier sont renforcées et il est capable d'assurer un leadership technique et politique pour mener un processus participatif et inclusif de planification pour la restauration des paysages forestiers</b>							
<b>Résultat 3.1 : Le conseil régional du Bélier dispose des ressources humaines compétentes capables de conduire le processus participatif et inclusif de planification</b>	<p>1. Nombre d'agents compétents au sien du Conseil régional de Bélier engagé dans la mise en œuvre et la gestion du cadre de dialogue pour la</p>	<p>Contrat d'agents techniques recrutés pour conduite du cadre de dialogue</p> <p>Cahier de charge des agents déjà disponible</p>	0	2019	<p>Au moins 04 agents techniques au sein du CR sont mis à la disposition du secrétariat du cadre de dialogue : a) Gestionnaire du cadre de dialogue ; b) Expert</p>	<p>Analyse des contrats et des cahiers de charge des agents techniques du CR du Bélier engagé dans le projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Conseil Régional ne dispose pas de ressources humaines qualifiées</li> </ul>

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
<b>pour la restauration du paysage</b>	restauration des paysages forestier (désagrégé par sexe et âge)  2. % de femmes dans l'équipe de projet	revu en fonction des besoins du cadre de dialogue pour la restauration des paysages			technique en gestion des ressources naturelles ; c) Chargé de la Communication ; d) Assistant/assistante administratif et financier  30% de l'équipe de projet constitué de femme		<ul style="list-style-type: none"> <li>Appropriation du projet par les agents du conseil régional</li> </ul>
<b>Résultat 3.2 : Le conseil régional du Bélier bénéficie de l'appui technique du PNUD-GCP avec les méthodologies de gestion d'un cadre de dialogue pour la restauration des paysages et d'une visibilité internationale pour la promotion de la région du Bélier comme modèle de RPF</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Nombre de méthodologie développée pour appuyer CR dans la mise en place et le fonctionnement du cadre de dialogue multi-acteurs</li> <li>Nombre agents techniques du CR formé sur la méthodologie du GCP (désagrégé par sexe et âge)</li> <li>Nombre d'évènements au niveau national et international sur les chaînes de valeurs durables auquel participe le conseil régional du Bélier</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Document de méthodologie de fonctionnement du cadre de dialogue élaboré par le PNUD-GCP</li> <li>Rapport d'atelier/réunion/mi sion de renforcement des capacités des agents du CR du Bélier sur les méthodologies du PNUD-GCP</li> <li>Rapport de participation du conseil régional du Bélier aux évènements nationaux ou</li> </ul>	0	2019	<ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins 05 méthodologies spécifiques pour la gestion d'un cadre de dialogue sont développées (prise en compte du Genre ; Budget et mobilisation de financement ; Engagement du secteur privé; Suivi-évaluation; Système d'encadrement des planteurs)</li> <li>Au moins 04 agents techniques du CR du Bélier bénéficient d'une formation sur les méthodologies du PNUD-GCP</li> <li>Le CR du Bélier participe au moins à deux (2)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Analyse des rapports de travail du GCP</li> <li>Analyse des rapports d'atelier/réunion/mi sion de renforcement des capacités</li> </ul>	

Résultats escomptés	Indicateurs de résultats	Source des données	Situation de référence		Cibles	Méthode de recueil des données et risques	Hypothèses clés
			Valeur	Année			
		internationaux sur les commodités durables			événements nationaux ou internationaux sur la restauration des paysages		

## 1.5. Description des activités du projet

### 1.5.1 Description des activités du projet de la région du Cavally

Description activités	Intervenants	Périodes	Budget (USD)*	Lieu
<b>Résultat 1 : Un cadre de dialogue multi-acteurs sur la gouvernance de l'utilisation des terres et de développement rural est mis en place et fonctionnel au niveau régional</b>				
<p><u>Activité 1.1 : Mettre en place les mécanismes de gouvernance d'un cadre dialogue multi-acteurs qui assurent la participation des différentes catégories d'acteurs au niveau de la région du Cavally</u></p> <p>Le cadre de dialogue dirigé par le Conseil régional est motivé par la nécessité d'une action coordonnée de tous les acteurs des matières premières autour d'une vision commune de l'utilisation des terres qui assure une production agricole zéro déforestation. Le PNUD-GCP dans un rôle neutre d'appui au Conseil régional, va contribuer à forger une vision commune et faciliter un dialogue constructif entre tous les partenaires à travers des méthodologies qui seront développées pour le bon fonctionnement du cadre de dialogue. Pour ce faire les mécanismes de gouvernance du cadre de dialogue seront mis en place à partir d'un arrêté du Préfet de région afin d'assurer la légitime administrative et la permanence de celui-ci. Il s'agit d'une organisation pérenne mise en place au niveau du Conseil Régional du Cavally pour conduire le processus de développement de la région. Il rassemblera ainsi des responsables des structures décentralisées du Gouvernement, les représentants des producteurs, les organisations féminines et de jeunesse, des groupes de la société civile, le secteur privé des chaînes de valeurs et les acteurs financiers afin d'un assurer un processus participatif et inclusif. Le processus sera conduit avec une approche sexospécifique afin d'assurer que les femmes et des jeunes hommes et femmes participe de façon équitable et active et que leurs points de vue sont pris en compte.</p> <p>Trois (3) organes sont prévus, il s'agit d'un (i) Comité de pilotage présidé par le Préfet de région, (ii) Comité technique, (iii) le secrétariat du cadre de dialogue assuré par le Conseil Régional. Le Comité de pilotage présidé par le préfets, est un organe politique. Il aura pour rôle de valider les propositions du Comité technique notamment le plan stratégique régional de production agricole zéro déforestation qui sera élaborée et en assurer le suivi-évaluation. Le comité technique sera constitué de groupes de travail thématiques en fonction des priorités défini par les acteurs après analyse des résultats des études. Le secrétariat est animé par le Conseil régional avec ses agents techniques. Il aura pour rôle d'organiser les réunions des différents organes, les comptes rendus de réunions et la communication sur les résultats du cadre de dialogue.</p> <p><b>Livrables :</b> Arrêté du Préfet de région décrivant, les organes, la composition et le fonctionnement du cadre de dialogue multi-acteurs du conseil régional de Cavally ; Compte rendu de réunion</p>	Le Conseil Régional avec l'appui du PNUD-GCP	T1	5000	Guiglo

Description activités	Intervenants	Périodes	Budget (USD)*	Lieu
<p><u>Activité 1.2. Sensibilisation et communication en vue de renforcer l'engagement des parties prenantes notamment des communautés locales reculées, les jeunes et les femmes</u></p> <p>Des actions de sensibilisation ciblées et coordonnées par le CR seront menées sur le cadre de dialogue et l'objectif de faire de la région du Cavally une zone d'approvisionnement zéro déforestation auprès des différentes catégories d'acteurs dans les Départements, Sous-préfectures et les Villages de la région du Cavally avec pour objectif, de renforcer l'implication et inciter l'engagement des parties prenantes dans le processus. Les actions de sensibilisation qui prendront la forme d'ateliers (au moins 10), réunion et focus groupes, viseront prioritairement les femmes, les jeunes et les potentiels groupes sous-représentés, pour qu'ils ne soient pas marginalisés afin de garantir une participation équitable et active dans le processus. Chaque action de sensibilisation sera adaptée aux besoins des groupes cibles. Des rencontres directes avec les parties prenantes seront organisées et elles se feront d'une manière plus systématique avec le secteur privé.</p> <p>Des émissions radio seront aussi conduites pour toucher le maximum d'acteurs au niveau régional. Un site internet du conseil régional sera créé ou renforcé afin qu'il puisse communiquer sur les activités des différents partenaires au niveau régional ainsi que leurs contributions aux objectifs du plan stratégique. Des émissions radios spécifiques en langue locale seront organisés pour donner la parole aux femmes afin qu'elle exprime leur point de vue et aspiration</p> <p>De plus, des visites d'expériences réussies en Côte d'Ivoire (à l'exemple du Projet REDD+ de la Mé, la région de San Pedro) seront organisées pour améliorer les connaissances des régions de Bélier et de Cavally.</p> <p><b>Livrables :</b> Rapport de mise en œuvre des activités de sensibilisation</p>	Conseil régional de Cavally avec l'appui du PNUD	Durée totale du projet	15,000	Région du Cavally
<b>Résultat 2 : Plan stratégique régional sur la production agricole zéro déforestation est élaborée de manière participative et inclusive avec des mécanismes de financement définis</b>				
<p><u>Activité 2.1. Analyses de la dynamique d'utilisation des terres et les différentes problématiques liées</u></p> <p>Afin de construire un plan stratégique régional, une base de connaissance contextualisée de la dynamique d'utilisation des terres de la région, partagé par l'ensemble des acteurs est nécessaires. Certaines de ces analyses peuvent être prises en compte par le processus d'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire. Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse des moteurs et des acteurs de déforestation et de dégradation des forêts (qualitativement et quantitativement), ainsi que des hotspots de déforestation et dégradation forestière ;</li> <li>• Cartographie des acteurs et leurs programmes dans la région ;</li> <li>• Analyse des chaînes de valeurs existantes ;</li> </ul>	Conseil Régional SEP-REDD+ IDH PNUD-GCP	T1	10 000	Guiglo

Description activités	Intervenants	Périodes	Budget (USD)*	Lieu
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse des financements et autres mécanismes d'incitation et financement existant ;</li> <li>• Analyse de la situation sur l'égalité entre les sexes, mais également des groupes vulnérables.</li> </ul> <p>En lien avec les études déjà réalisées et prévues, le projet se concentrera sur les analyses qui ne sont pas prises en compte dans le processus du SRADT. L'ensemble des résultats de ces études seront validés lors d'ateliers avec l'ensemble des acteurs, notamment les personnes les plus marginalisées, comme les femmes et les jeunes hommes et femmes, afin d'assurer une compréhension partagée de la dynamique de l'utilisation des terres dans la région de Cavally.</p> <p><b>Livrables :</b> Rapports d'étude</p>				
<p><u>Activité 2.2 Elaboration du plan stratégique régional sur la production agricole zéro déforestation</u></p> <p>Le plan stratégique régional, principal livrable du projet, intégrera une approche d'inclusion social et de genre. Il sera élaboré à travers un processus inclusif et participatif en lien avec IDH qui appuie également le conseil régional pour l'élaboration d'une stratégie de croissance verte. Avant la formation des groupes de travail thématique, un atelier sera organisé avec l'ensemble des parties prenantes pour définir une vision commune de l'utilisation des terres dans la région de Cavally. Par la suite des groupes travail thématique seront créés au sein du comité technique du cadre de dialogue sur la base des analyses préalables de la dynamique de l'utilisation des terres. Ces groupes thématiques auront pour mission d'identifier les actions à mettre en œuvre dans le plan d'action stratégique, identifier les acteurs de mise en œuvre, le mécanisme de suivi-évaluation et le Budget. Sans présager des résultats des études, Cinq (05) groupes de travail thématique pourraient être mis en place. Ce sont : (a) Appui aux producteurs (encadrement + intrants) ; b) Production de plant, Agroforesterie ; d) Valorisation des produits issus d'approches zéro déforestation ; e) protection des forêts et restauration des forêts ; c) Mécanisme de financement et Inclusion financière pour les femmes. Le groupe sur l'inclusion financière concentrera une grande partie de ses réflexions sur l'inclusion des femmes. Au moins trois réunions de travail seront organisées pour chacun des groupes afin d'obtenir ce plan d'action. Le PNUD GCP va appuyer le Conseil régional en définissant des méthodologies et les canevas de rédaction pour chacun des groupes. Les réflexions sur les mécanismes de financement seront appuyées par l'ONU Environnement (Initiative financière) et la Facilité REDD+ de l'Union Européenne. Le secrétariat du cadre dialogue compilera les résultats des travaux de chaque groupe pour formuler le plan d'action stratégique avec l'appui du PNUD-GCP. Des ateliers de consultation au niveau départemental seront organisés avant un atelier régional de validation qui permettra d'adopter le plan stratégique régional de production agricole zéro déforestation de la région de Cavally</p>	Conseil régional de Cavally, PNUD-GCP, SEP-REDD+, ONU Environnement, IDH et UEREDD	T2 à T4	35000	Guiglo

Description activités	Intervenants	Périodes	Budget (USD)*	Lieu
<p><b>Livrables :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport travaux des groupes ;</li> <li>• Rapport atelier de consultation ;</li> <li>• Document final du plan stratégique régional pour la production agricole zéro déforestation.</li> </ul>				
<p><b>Résultat 3 : Les capacités du Conseil Régional de Cavally sont renforcées pour la gestion du cadre de dialogue multi-acteurs et assurer un leadership politique au niveau national et international afin de promouvoir les produits zéro déforestation sur les marchés</b></p>				
<p><u>Activité 3.1. Renforcement des capacités du Conseil régional en ressources humaines compétentes capables d'assurer le processus participatif et inclusif de planification de l'utilisation des terres</u></p> <p>La conduite d'un processus participatif et inclusif de planification de l'utilisation des terres nécessite d'avoir en son sein des ressources humaines disponibles et qualifiées. Pour assurer le secrétariat du cadre de dialogue, le Conseil Régional du Cavally aura besoin des ressources humaines suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>Gestionnaire du cadre de dialogue</b> qui assure le rôle de <b>Coordonnateur du projet</b>. Il s'agit d'un profil de senior possédant des compétences techniques et politiques au sein du conseil régional. Il aura pour rôle de faciliter les réunions du comité technique et le comité de pilotage présidé par le Préfet.</li> <li>2. <b>Expert technique en gestions des ressources naturelles</b> : cet expert sera recruté par le PNUD et mis à la disposition du Conseil Régional du Cavally. Il apportera l'expertise sur les différents sujets liés à l'utilisation des terres afin de renforcer le leadership technique du Conseil Régional.</li> <li>3. <b>Chargé de communication</b> : Il s'agira de mettre en œuvre la stratégie de communication du cadre de dialogue multi-acteurs.</li> <li>4. <b>Assistant (e) administratif et financier</b> : Il/elle sera chargé des tâches spécifiques au traitement administratif du cadre de dialogue, envoi des invitations, archivage des documents, préparation des réunions, etc.</li> </ol> <p>En dehors de l'expert technique recruté avec l'appui du PNUD, les autres experts du secrétariat sont les agents déjà recrutés du Conseil régional dont les capacités seront renforcées par le PNUD-GCP avec une indemnité liée à la performance qui sera payé mensuellement par le projet sous présentation du rapport mensuel par agent. Le choix du personnel du projet intégrera une certaine équité au niveau du genre avec au 30% de femmes. Ces agents techniques seront aussi équipés en matériel informatique (ordinateur, imprimante, vidéo projecteur, appareil photo).</p>	<p>Conseil Régional</p> <p>PNUD-GCP</p>	<p>T1</p>	<p>52,500</p>	<p>Abidjan / Guiglo / Toumodi</p>

Description activités	Intervenants	Périodes	Budget (USD)*	Lieu
<p><u>Activité 3.2. Renforcement des capacités techniques du Conseil Régional du Cavally sur les méthodologies de gestion de plateforme de dialogue développé au niveau mondial par le PNUD-GCP.</u> Lancé en 2009, PNUD GCP est un programme du PNUD présent dans onze pays pour aider à résoudre les problèmes de durabilité des produits agricoles tels que l'huile de palme, le cacao, le café, l'ananas, la pêche, le soja et le bœuf, en nous focalisant spécifiquement sur trois (03) axes que sont le Dialogue multipartite, la mise en place d'un environnement propice à la production durable et le Soutien aux petits producteurs. Avec 15 plateformes de dialogue multi-acteurs fonctionnelles à travers le monde, le <b>GCP</b> a développé des méthodologies pour assurer le succès d'une plateforme de dialogue multi-acteurs. Le GCP interviendra sur trois axes de renforcement des capacités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de méthodologie et TDR adapté pour le fonctionnement des groupes de travail thématiques ;</li> <li>• Formation des agents techniques du Conseil Régional du Cavally sur les méthodologies du PNUD-GCP de gestion d'un cadre dialogue ;</li> <li>• Renforcement des capacités de l'Expert en communication du CR pour le développement d'une stratégie de communication dans le cadre des plateformes multi-acteurs ;</li> <li>• Appui à la consolidation du plan d'action stratégique ;</li> <li>• Appui politique et stratégique au Conseil Régional du Cavally pour son intégration dans la dynamique internationale sur les commodités zéro déforestation.</li> </ul> <p><b>Livrables</b> : Rapport de dialogue de politique</p>	CR PNUD-GCP	T1 à T4	25,000	Abidjan Bélier et Cavally
<p><u>Suivi-Evaluation du projet</u></p> <p>Le Secrétariat Exécutif Permanent de la REDD+ (SEP-REDD+) assurera le suivi-évaluation du projet avec pour objectif d'inscrire la dynamique de planification des régions dans le processus national REDD+. Un représentant du SEP-REDD+ participera également aux réunions du comité de pilotage en tant qu'observateur. L'équipe de suivi-évaluation du SEP-REDD+, organiseront régulièrement des missions sur le terrain dans la région pour s'assurer d'une appropriation effective du projet par les communautés rurales.</p> <p><b>Livrables</b> : Rapport de suivi-évaluation du SEP-REDD+</p>	SEP-REDD+	T2 à T4	4000	Région du Cavally

### 1.5.2 Description des activités du projet de la région du Bélier

Description activités	Intervenants	Périodes	Budget (USD)*	Lieu
<b>Résultats 1 : Un cadre de dialogue multi-acteurs pour la restauration des paysages forestiers afin de renforcer la compréhension entre les acteurs et la gouvernance forestière est mis en place et fonctionnel au niveau régional du Bélier</b>				
<p><u>Activité 1.1 : Mise en place des mécanismes de gouvernance d'un cadre de dialogue multi-acteurs au niveau de la région du Bélier</u></p> <p>Le cadre de dialogue dirigé par le conseil régional est motivé par la nécessité d'une action coordonnée de tous les acteurs des matières premières autour d'une vision commune pour la restauration des paysages forestiers. Il devrait permettre de renforcer la communication, la collaboration et le partenariat entre les acteurs locaux au niveau de la région, mais également de garantir la participation des groupes vulnérables comme les propriétaires fonciers dans les paysages, les communautés, les femmes et les jeunes dans la prise de décisions sur l'utilisation des terres en général dans la région. Le PNUD-GCP dans un rôle neutre va contribuer à forger une vision commune et faciliter un dialogue constructif entre tous les partenaires à travers des méthodologies qui seront développées en appui au Conseil régional pour garantir l'inclusivité du processus et la prise en compte de l'avis de tous les acteurs, notamment les personnes les plus marginalisées, comme les femmes et les jeunes hommes et femmes.</p> <p>Pour ce faire les mécanismes de gouvernance du cadre de dialogue seront mis en place à partir d'un arrêté du préfet de région afin d'assurer la légitimité administrative et la permanence de celui-ci. Il s'agit d'une organisation pérenne mise en place au niveau du conseil régional de Cavally pour conduire le processus de développement global de la région. Il rassemblera ainsi des responsables des structures décentralisées du gouvernement, les représentants des producteurs, les organisations féminines et de jeunesse, des groupes de la société civile, le secteur privé des chaînes de valeurs et les acteurs financiers afin d'assurer un processus participatif et inclusif avec une approche sexospécifique.</p> <p>Trois (3) organes sont prévus, il s'agit d'un (i) Comité de pilotage présidé par le préfet de région, (ii) Comité technique, (iii) le secrétariat du cadre de dialogue assuré par le Conseil Régional. Le comité de pilotage, présidé par le Préfet de région est un organe politique. Il aura pour rôle de valider les propositions du comité technique notamment le plan stratégique régional pour la restauration du paysage forestier qui sera élaboré et en assurer le suivi. Ils se réuniront avant les réunions du comité de pilotage. Le comité technique sera constitué de groupe de travail thématique, formé en fonction des priorités définies par les acteurs. Le secrétariat technique sera animé par le conseil régional avec ses agents techniques dont les capacités seront renforcées par le GCP PNUD. Il aura pour rôle d'organiser les réunions des différents organes, les comptes rendus de réunions et la communication sur les résultats du cadre de dialogue.</p>	Le Conseil Régional du Bélier avec l'appui du PNUD-GCP	T1	5000	Toumodi

Description activités	Intervenants	Périodes	Budget (USD)*	Lieu
<p><b>Livrables :</b> Arrêté du Préfet de région décrivant, les organes, la composition et le fonctionnement du cadre de dialogue multi-acteurs du conseil régional du Bélier ; Compte rendu de réunion</p>				
<p><u>Activité 1.2. Sensibilisation des différentes prenantes au niveau des villages sur la restauration des paysages et le rôle du cadre dialogue</u></p> <p>L’objectif est de faciliter la communication avec les différentes parties notamment dans les zones rurales afin de renforcer leurs engagements notamment des communautés locales reculées et particulièrement les femmes et les jeunes. Ainsi des ateliers de sensibilisation (au moins 10) ciblée seront conduits par le Conseil Régional du Bélier dans les villages sur la stratégie de restauration des paysages forestiers qui sera conduite et sur l’importance du cadre dialogue mis en place. Ces sensibilisations porteront aussi sur la REDD+, l’importance des forêts et les opportunités économiques, sociales et environnementales qu’offre le processus de restauration des paysages. Une approche sexospécifique sera utilisée dans le cadre des sensibilisations pour s’assurer que les femmes et les jeunes hommes et femmes ont accès aux informations de manière équitables. Des rencontres bilatérales avec certaines parties prenantes notamment le secteur privé pourront être organisées aux besoins afin de présenter de manière plus précise les objectifs du CR et solliciter un engagement plus important de ceux-ci. Ces outils de communications seront produits et diffusés lors de ces ateliers.</p> <p>Des émissions radio seront aussi conduites pour toucher le maximum d’acteurs au niveau régional. Un site internet du conseil régional sera créé ou renforcé afin qu’il puisse communiquer sur les activités des différents partenaires au niveau régional et ainsi interagir de manière plus directe sur l’évolution du processus de planification. Le PNUD-GCP apportera un appui au CR pour le développement d’une stratégie de communication sur le cadre de dialogue.</p> <p>De plus, des visites d’expériences réussies en Côte d’Ivoire (à l’exemple du Projet REDD+ de la Mé, la région de San Pedro) seront organisées pour améliorer les connaissances des régions de Bélier et de Cavally.</p> <p><b>Livrables :</b> Rapport de mise en œuvre des activités de sensibilisation</p>	Conseil régional du Bélier avec l’appui du PNUD	Durée totale du projet	15,000	
<p><b>Résultat 2 : Un plan stratégique régional sur la restauration des paysages forestiers est élaboré de manière participative et inclusive avec des mécanismes de financement définis</b></p>				
<p><u>Activité 2.1. Evaluation des opportunités de restauration des paysages forestiers de la situation de l’égalité des sexes ainsi que les opportunités d’autonomisation des femmes dans la région du Bélier</u></p> <p>Pour construire un plan stratégique régional pour la restauration des paysages avec des objectifs de sécurité alimentaire d’amélioration des revenus des communautés rurales, il est indéniable que l’ensemble des acteurs a une</p>	Conseil Régional SEP-REDD+ IDH	T1	15 000	Toumodi

Description activités	Intervenants	Périodes	Budget (USD)*	Lieu
<p>compréhension partagée des opportunités de restauration des paysages forestiers. Ceci comme de recueillis dans la région, les données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification les zones prioritaires pour la restauration dans la région ;</li> <li>• Cartographie des acteurs et leurs programmes en cours en lien avec la restauration des paysages ;</li> <li>• Cartographie et analyse des chaînes de valeurs existantes associées aux produits forestiers ;</li> <li>• Analyse sexospécifique sur les rôles, les responsabilités, les usages, les droits et les pratiques qui affectent la manière dont les femmes et les hommes utilisent et gèrent les ressources naturelles pour soutenir leurs moyens de subsistance et leurs familles ;</li> <li>• Analyse de la situation de la sécurité alimentaire et du niveau de vie des communautés locales ;</li> <li>• Analyse des financements et autres mécanismes d'incitation et financement existant.</li> </ul> <p>En lien avec les études déjà prévues par le processus d'élaboration du SRADT, le projet se concentrera sur les analyses complémentaires nécessaires. L'ensemble des résultats de ces études seront validés lors d'un atelier de validation avec l'ensemble des acteurs, notamment les personnes les plus marginalisées, comme les femmes et les jeunes hommes et femmes, pour assurer une compréhension partagée des opportunités de restauration des paysages</p> <p><b>Livrables</b> : Rapports d'étude.</p>	PNUD-GCP			
<p><u>Activité 2.2 Elaboration du plan stratégique régional pour la restauration du paysage forestier tout en assurant la sécurité alimentaire et l'amélioration des revenus des communautés rurales</u></p> <p>Le plan stratégique régional de restauration du paysage sera le principal livrable du projet, intégrera une approche genre et inclusive sociale et sera élaboré à travers un processus inclusif et participatif. Sur les bases des résultats des études, des groupes de travail thématiques seront constitués au sein du comité technique du cadre de dialogue. Ces groupes de travail thématiques auront pour mission d'identifier les options de restaurations associées à la sécurité alimentaire et l'amélioration des revenus des communautés rurales. Un groupe de travail spécifique sur le genre et l'inclusion financière aura pour objectif d'identifier les options de restauration garantissant la création d'emplois pour les femmes afin d'assurer leur autonomie. Certaines activités spécifiques comme la production de plants forestiers, mais également d'inclusion financière à travers les Associations Villageoises d'Epargnes et de Crédit (AVEC) seront consacrées exclusivement aux femmes. La présence des institutions financières dans les groupes de travail permettra d'identifier les mécanismes de financement du plan de restauration après avoir déterminé le budget et défini les mécanismes de</p>	Conseil régional du Bélair, PNUD-GCP, SEP-REDD+, ONU Environnement et UEREDD	T2 à T4	35000	Toumodi

Description activités	Intervenants	Périodes	Budget (USD)*	Lieu
<p>suivi-évaluation. Le PNUD mobilisera un expert en genre &amp; climat afin de renforcer l'inclusion des femmes et la prise en compte de leurs points de vue dans le processus.</p> <p>05 groupes de travail thématiques pourraient être mis en place (a) Production de matériel végétal/ Agroforesterie, Sécurité alimentaire ; b) Mécanisme de financement et d'incitation, mécanismes d'incitation ; c) Genre, énergie et Inclusion financière ; d) Encadrement des producteurs, lutte contre les feux de brousse ; e) Valorisation des produits et accès au marché ; e) Lutte contre les feux de brousse. Au moins trois réunions de travail seront organisées pour chacun des groupes afin d'obtenir ce plan d'action.</p> <p>Le PNUD GCP va appuyer le Conseil régional en définissant des méthodologies et les canevas de rédaction pour chacun des groupes. Les réflexions sur les mécanismes de financement seront appuyées l'ONU Environnement (Initiative financière) et la Facilité REDD+ de l'Union Européenne. Le secrétariat du cadre dialogue avec l'appui du PNUD compilera les résultats des travaux de chaque pour formuler le plan stratégie. Des ateliers de consultation au niveau départemental seront organisés avant un atelier régional de validation qui permettra d'adopter le plan stratégique régional de restauration des paysages forestiers du Bélier</p> <p><b>Livrables :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport travaux des groupes ;</li> <li>• Rapport atelier de consultation ;</li> <li>• Document final du plan stratégique régional pour la restauration des paysages forestiers du Bélier.</li> </ul>				
<p><b>Résultat 3 : Les capacités du Conseil Régional du Bélier sont renforcées pour la gestion du cadre de dialogue multi-acteurs et assurer un leadership technique pour conduire le processus participatif et inclusif de restauration du paysage forestier</b></p>				
<p><u>Activité 3.1. Renforcement des capacités du Conseil régional du Bélier en ressource humaine compétente capable d'assurer leadership technique pour conduire le processus participatif et inclusif de restauration du paysage</u></p> <p>La conduite un processus participatif et inclusif de planification de restauration des paysages conduite par le conseil régional du Bélier nécessite d'avoir en son sein des ressources humaines disponibles et qualifiées afin de garantir un leadership technique du conseil et faciliter l'appropriation. Ainsi le conseil régional du Bélier mobilisera différentes ressources humaines pour assurer le secrétariat du cadre de dialogue. 04 experts seront mobilisés pour assurer divers rôles :</p>	<p>Conseil Régional</p> <p>PNUD-GCP</p>	<p>T1</p>	<p>52,500</p>	<p>Toumodi</p>

Description activités	Intervenants	Périodes	Budget (USD)*	Lieu
<p>1. <b>Gestionnaire du cadre de dialogue</b> qui assure le rôle de <b>Coordonnateur du projet</b>. Il s'agit d'un profil de senior possédant des compétences techniques et politiques au sein du conseil régional. Il aura pour rôle de faciliter les réunions du comité technique et le comité de pilotage présidé par le Préfet.</p> <p>2. <b>Expert technique en gestions des ressources naturelles</b> : se expert sera recruté par le PNUD et mis à la disposition du Conseil régional du Bélier. Il apportera l'expertise sur les différents sujets liés à l'utilisation des terres afin de renforcer le leadership technique du Conseil régional.</p> <p>3. <b>Chargé de communication</b> : Il s'agira de mettre en œuvre la stratégie de communication du cadre de dialogue multi-acteurs.</p> <p>4. <b>Assistant (e) administratif et financier</b> : Il/elle sera chargé des tâches spécifiques au traitement administratif du cadre de dialogue, envoi des invitations, archivage des documents, préparation des réunions, etc.</p> <p>En dehors de l'expert technique recruté avec l'appui du PNUD, les autres experts du secrétariat sont les agents déjà recrutés du Conseil régional dont les capacités seront renforcées par le PNUD-GCP avec une indemnité liée à la performance qui sera payé mensuellement par le projet sous présentation du rapport mensuel par agent. Le choix du personnel du projet intégrera une certaine équité au niveau du genre avec au 30% de femmes. Ces agents techniques seront aussi équipés en matériel informatique (ordinateur, imprimante, vidéo projecteur, appareil photo)</p>				
<p><u>Activité 3.2. Renforcement des capacités techniques du conseil régional du Bélier sur les méthodologies de gestion de plateforme de dialogue développé au niveau mondial par le PNUD-GCP.</u></p> <p>Lancé en 2009, PNUD GCP est un programme du PNUD présent dans onze pays pour aider à résoudre les problèmes de durabilité des produits agricoles que l'huile de palme, le cacao, le café, l'ananas, la pêche, le soja et le bœuf, en nous focalisant spécifiquement sur trois (03) axes que sont le Dialogue multipartite, la mise en place d'un environnement propice à la production durable et le Soutien aux petits producteurs pour la production durable des commodités agricoles. Avec 15 plateformes de dialogue multi-acteurs fonctionnelles à travers le monde, le GCP a développé des méthodologies pour assurer le succès d'une plateforme de dialogue multi-acteurs. Le GCP interviendra sur trois axes de renforcement des capacités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de méthodologie et TDR adapté pour le fonctionnement des groupes de travail thématiques et la structure de gouvernance du cadre de dialogue</li> </ul>	CR PNUD-GCP	T1 à T4	25,000	Toumodi

Description activités	Intervenants	Périodes	Budget (USD)*	Lieu
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation des agents techniques du conseil régional du Bélier sur les méthodologies du PNUD-GCP de gestion d'un cadre dialogue, mais également sur les sujets spécifiques liés à la REDD+, la conservation et la restauration des forêts, la prise en compte du genre.</li> <li>• Renforcement des capacités de l'expert communication du CR pour le développement d'une stratégie de communication dans le cadre des plateformes de dialogue multi-acteurs</li> <li>• Appui du PNUD pour la consolidation du plan d'action stratégique et en assurera le contrôle qualité</li> <li>• Appui politique et stratégique au conseil régional du Bélier son intégration dans la dynamique internationale sur les commodités zéro déforestation.</li> </ul> <p><b>Livrables</b> : Méthodologie et rapport d'atelier de renforcement de capacités</p>				
<p><u>Suivi-Evaluation du projet</u></p> <p>Le SEP-REDD+ assurera le suivi-évaluation du projet avec pour objectif d'inscrire la dynamique de planification des régions dans le processus national REDD+. Un représentant du SEP-REDD+ participera également aux réunions du comité de pilotage en tant qu'observateur. Des missions de l'équipe de suivi-évaluation du SEP-REDD+, organiseront régulièrement des missions sur le terrain dans la région ou niveau des départements pour s'assurer d'une appropriation effective du projet par les communautés rurales.</p> <p><b>Livrables</b> : Rapport de suivi-évaluation du SEP-REDD+</p>	SEP-REDD+	T2 à T4	4000	Région du Bélier

## 1.6. Arrangements institutionnels et cadre mise en œuvre

Le Bureau de PNUD / Côte d'Ivoire est responsable de la mise en œuvre des activités de la présente proposition dans les deux régions de Bélier et Cavally, à travers la modalité « **appui à NIM (support to National Implementation)** » en collaboration avec le SEP-REDD+ comme entité nationale.

Les deux conseils régionaux seraient des acteurs clés de la réalisation des activités sur place en liaison avec le SEP-REDD+. Ils mettront à la disposition du projet des experts techniques déjà disponible en leur sein, notamment les postes de (i) Gestionnaire du cadre de dialogue ; (ii) Chargé de communication ; (iii) Assistant (e) administratif et financier avec des indemnités qui leurs sont payés mensuellement pour temps passé sur le projet. Pour maintenir l'expertise technique sur place au sein des régions, un animateur technique de niveau BAC+5, expert en gestion des ressources naturelles sera recruté pour chaque région. Il aura son bureau au sein des conseils régionaux respectifs afin d'apporter l'appui technique nécessaire au quotidien dans le fonctionnement du cadre de dialogue et la mise en œuvre des activités du projet.

Le PNUD/Côte d'Ivoire sera responsable pour la contraction des personnels du projet (consultants, experts, etc.) et pour le financement de la gestion quotidienne.

L'équipe PNUD/Forêts & Climat, basée à Genève, en tant que coordinateur central du programme Governors' Climate & Forest Task Force, sera responsable de la gestion du projet et la surveillance globale. Il fournira des appuis additionnels, y compris : (i) de l'assistance technique, liée au programme de travail ONU-REDD 2019-2020 ; (ii) financement du temps d'un expert du *Green Commodities Programme* en Côte d'Ivoire pour appuyer la mise en œuvre des activités dans les régions Bélier et Cavally ; et (iii) co-financement d'un consultant national en genre & climat, au sein du PNUD / Côte d'Ivoire, qui appuiera le projet dans les questions méthodologiques de l'approche d'égalité du genre.

## 1.7. Plan et calendrier de mise en œuvre

Le projet sera mis en œuvre simultanément dans les deux régions sur une période de 18 mois sans possibilité d'extension. Lors du lancement du projet, une réunion de travail sera organisée avec l'ensemble des parties prenantes afin d'élaborer un plan de travail simplifié, pratique et réaliste, avec les activités et objectifs essentiels basées sur le cadre de résultats.

Sans présager du contenu de ce plan de travail, le tableau suivant présente le chronogramme prévisionnel de mise en œuvre du projet.

Tableau 2: Chronogramme de mise en œuvre du projet dans la région de Cavally

RESULTATS	DESCRIPTION DES ACTIVITES	PERIODE					
		2019		2020			
		T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Résultat 1</b> : Un cadre de dialogue multi-acteurs sur la gouvernance de l'utilisation des terres et de développement rural est mis en	<b>Activité 1</b> : Mise en place les mécanismes de gouvernance d'un cadre de dialogue multi-acteurs qui assurent la participation des différentes catégories d'acteurs au niveau de la région de Cavally						

place et fonctionnel au niveau régional	<b>Activité 1.2.</b> Sensibilisation et communication en vue de renforcer l'engagement des parties prenantes notamment des communautés locales reculées, les jeunes et les femmes						
<b>Résultat 2</b> : Plan stratégique régional sur la production agricole zéro déforestation est élaborée de manière participative et inclusive avec des mécanismes de financement définis	Activité 2.1. Analyse de la dynamique d'utilisation des terres et les différentes problématiques liées						
	Activité 2.2 Elaboration du plan stratégique régional sur la production agricole zéro déforestation						
<b>Résultat 3</b> : Les capacités du Conseil Régional du Cavally sont renforcées pour la gestion du cadre dialogue multi-acteurs il est capable d'assurer un leadership politique au niveau national et international afin de promouvoir les produits zéro déforestation sur les marchés	Activité 3.1. Renforcement des capacités du Conseil régional en ressources humaines compétentes capables d'assurer le processus participatif et inclusif de planification de l'utilisation des terres						
	Activité 3.2. Renforcement des capacités technique du Conseil Régional du Cavally sur les méthodologies de gestion de plateforme de dialogue développé au niveau mondial par le PNUD-GCP						
Le Suivi-Evaluation est assuré par le SEP-REDD+	Réalisation d'activités de suivi-évaluation par le SEP-REDD+						

Tableau 3: Chronogramme de mise en œuvre du projet dans la région du Bélier

Résultats	Description activité	PERIODE					
		2019		2020			
		T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Résultats 1</b> : Un cadre de dialogue multi-acteurs pour la restauration des paysages forestiers afin de renforcer la compréhension entre les acteurs et la gouvernance forestière est mis en place et fonctionnel au niveau régional du Bélier	<b>Activité 1.1</b> : Mise en place des mécanismes de gouvernance d'un cadre de dialogue multi-acteurs au niveau de la région du Bélier						
	<b>Activité 1.2</b> : Sensibilisation des différentes prenantes au niveau des villages sur la restauration des paysages et le rôle du cadre dialogue						
<b>Résultat 2</b> : Un plan stratégique régional sur la restauration des paysages forestiers est élaboré de manière participative et inclusive	<b>Activité 2.1</b> : Evaluation des opportunités de restauration des paysages forestiers de la situation de l'égalité des sexes ainsi que les opportunités d'autonomisation des femmes dans la région du Bélier						

avec des mécanismes de financement définis	<u>Activité 2.2:</u> Elaboration du plan stratégique régional pour la restauration du paysage forestier tout en assurant la sécurité alimentaire et l'amélioration des revenus des communautés rurales								
<b>Résultat 3</b> : Les capacités du régional du Bélier sont renforcées pour la gestion du cadre dialogue multi-acteurs et il est capable d'assurer leadership technique pour conduire le processus participatif et inclusif de restauration du paysage	<u>Activité 3.1:</u> Renforcement des capacités du Conseil régional du Bélier en ressource humaine compétente capable d'assurer leadership technique pour conduire le processus participatif et inclusif de restauration du paysage								
	<u>Activité 3.2:</u> Renforcement des capacités techniques du conseil régional du Bélier sur les méthodologies de gestion de plateforme de dialogue développé au niveau mondial par le PNUD-GCP.								
Le Suivi-Evaluation est assuré par le SEP-REDD+	Réalisation d'activités de suivi-évaluation par le SEP-REDD+								

## 1.8. Questions intersectorielles

### *Interaction avec le cadre général de politiques*

S'inscrivant dans le cadre du Processus REDD+ dans lequel la Côte d'Ivoire s'est engagée depuis 2011, les stratégies juridictionnelles à mettre en place s'inscrivent dans le cadre des politiques et stratégies nationales suivantes (non exhaustives) :

- Les politiques de développement nationales (Plan National de Développement (PND 2016-2020) ;
- Programme National d'Investissement Agricole phase 2 (PNIA 2018-2025) ; Programme National d'Action pour l'Environnement (PNAE) qui vise à promouvoir une agriculture durable résiliente au changement climatique et qui préserve les ressources naturelles ;
- Stratégie nationale de Lutte contre les Changements Climatiques de 2012 ;
- Déclaration de Politique Foncière qui vise à faciliter les procédures d'immatriculation foncière ;
- La **stratégie nationale REDD+** avec sa politique phare qui l'agriculture zéro déforestation à travers une approche Landscape et qui devra être mise en œuvre dans toutes les régions du pays, prenant ainsi en compte les éléments considérés dans les outils de la REDD+ mis en place au niveau national (Niveau de référence des émissions pour les forêts, système d'information sur les sauvegardes et système national de surveillance des forêts) ;
- Le processus FLEGT dans lequel la Côte d'Ivoire, victime de l'exploitation illégale de son patrimoine forestier, s'est engagés pour améliorer sa gouvernance forestière et conserver sa part de marché dans l'espace économique de l'Union Européenne ;
- Les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) de la Côte d'Ivoire ;
- La politique de décentralisation de la Côte d'Ivoire qui organise le territoire national en 2 Districts Autonomes, 31 Régions, 108 Départements, 510 Sous-préfectures ;
- La stratégie de préservation et d'extension des forêts qui vise à reconstituer le couvert forestier ivoirien pour atteindre 20% du territoire ;
- Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire sur lequel travaille le

Conseil Régional de Cavally et du Bélier, et qui est un instrument standard de planification du territoire approuvé en Conseil de Ministres ;

- Le cadre juridique existant en matière forestière et visant à promouvoir le processus de décentralisation : la loi N°2003-208 du 07 Juillet 2003 portant transfert et répartition de compétences de l'État aux collectivités territoriales, la loi n°2013-655 du 13 septembre 2013 relative au délai accordé pour la constatation des droits coutumiers sur les terres du domaine coutumier et portant modification de l'article 6 de la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural tel que modifié par la loi n°2004-412 du 14 août 2004, la loi n° 2014-451 du 05 août 2014 portant orientation de l'organisation générale de l'Administration Territoriale, la loi n°2012-1128 du 13 décembre 2012 portant organisation des collectivités territoriales (entre autres).

### *Partenariats*

Des partenariats seront nécessaires pour la mise en œuvre concrète de ce projet. En effet, il existe déjà des projets et initiatives dans la zone de projet. Ce sont par exemple le programme d'investissement forestier (FIP) de la Banque mondiale dont les deux régions sont bénéficiaires. Mais surtout le programme de réduction des émissions autour du Parc national de Tai qui implique la région de Cavally. Il faut mentionner également les projets mis en œuvre par la BAD dans le Bélier ainsi que le projet de Croissance verte de IDH dans le Cavally. L'ensemble de ces projets et initiatives concerne l'utilisation des terres et sont parfaitement alignés avec le projet GCF. Des efforts de synergies seront trouvés notamment dans le cadre de dialogue afin de maximiser les résultats des différents projets.

Dans chaque Région le Conseil régional assure un leadership dans le développement des plans stratégiques et la mise en œuvre de ceux-ci à travers le cadre dialogue multi-acteurs. Ainsi le PNUD à travers le programme ONU REDD ONU-REDD fournira une assistance technique pour accompagner la mise en œuvre, en particulier pour stimuler les aspects de partenariats et des connexions interinstitutionnelles.

Le PNUD-GCP apportera un appui technique aux différents conseils régionaux pour la mise en œuvre et la gestion des cadres de dialogue multi-acteurs à travers le renforcement des capacités des agents des Conseils Régionaux du Cavally et du Bélier sur les méthodologies de mise en place et gestion des plateformes de dialogues multi-acteurs mais également d'engagement du secteur privé.

Le SEP-REDD+ est l'organisme national en charge du processus REDD+ au niveau national et assurera le lien entre les interventions au niveau national et régional. Il exercera un rôle de catalyseur pour l'intervention d'autres partenaires comme les partenaires au développement, la société civile et les différents ministères et agences de l'état qui ont déjà été impliqués lors de la phase de préparation de la REDD+ au niveau national.

### *Participation de multiples parties prenantes*

En Avril 2019, un atelier de deux jours a été organisé du 17 au 18 avril 2019 dans bureaux et la représentation de l'Association des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI) à Abidjan. Cet atelier a réuni les Experts des deux régions (Cavally et Bélier), le conseiller technique du PNUD en matière de commodités agricoles et un représentant du SEP-REDD+. Cet atelier a permis aux Experts des conseils régionaux de mieux comprendre les attentes du GCF Task Force et mettre bien en exergue le contexte de leur région respectifs dans le document projet. Les experts de chacune des régions ont proposé les activités qu'ils jugeaient pertinentes dans le contexte de leur région respective.

Pour le développement du plan d'action stratégique l'approche participative et inclusive a été retenue avec la mise en place d'un cadre de dialogue multi-acteurs sous le leadership des conseils régionaux et appuyer par le PNUD-GCP. Ce cadre de dialogue impliquera activement toutes les catégories d'acteurs de la région y compris équitablement les femmes et les jeunes en vue de développer une vision commune et partagée du

développement de la région.

### *Prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes*

D'après la Ministre ivoirienne de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité, l'économie nationale est dominée par l'agriculture. Les femmes y représentent 67% de la main-d'œuvre et assurent 60 à 80% de la production alimentaire. Malgré cette réalité, les femmes sont marginalisées dans l'accès au foncier et aux autres ressources productives. Elles n'ont pas un accès direct aux marchés, sont soumises à des intermédiaires, et sont régulièrement exclues des activités d'appui-conseil qui sont du ressort des chefs d'exploitation hommes. L'implication des femmes activement devra ainsi être considérée comme un des principaux éléments à prendre en considération pour que toutes les catégories dans les communautés tirent des bénéfices du processus d'élaboration. C'est pourquoi dans la mise en œuvre et la gestion du cadre de dialogue, le PNUD-GCP a développé une méthodologie sur la prise en compte du genre. Un expert en genre et changement climatique, recruté par le PNUD va accompagner la mise en œuvre du projet afin d'identifier de manière claire comment les femmes seront impliquées à toutes les étapes et instances de décision et évaluer comment l'équité en termes de genre pourra être respectée dans la répartition des activités et dans les partages des revenus qui pourraient en résulter. De plus des activités spécifiques seront identifiées et consacrées exclusivement aux femmes comme la mise en place de pépinière, le développement d'un mécanisme de financement comme les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédits pour accroître l'autonomie des femmes et la réalisation d'exploitations vivrières en association avec les activités de restauration des forêts.

De plus, Les plans stratégiques intégreront pleinement une approche d'inclusion sociale et de genre. Toutes les consultations entreprises avec les intervenants, y compris dans le cadre de dialogue multipartite, seront conçues et mises en œuvre en utilisant une approche d'inclusion sociale et de genre, afin d'encourager les femmes et les jeunes à participer équitablement et activement. Bien que le groupe thématique spécifique sur le genre puisse aider à ce sujet, compte tenu des grandes inégalités entre les sexes présentes en Côte d'Ivoire, dans les deux régions, le projet prendra des mesures supplémentaires pour s'assurer que toutes les activités d'engagement des parties prenantes intègrent pleinement une perspective d'inclusion sociale et de genre.)

Pour ce faire une analyse préalable sur la situation du point de vue de l'égalité des sexes au sein de chaque région. Elle prendra en compte les différences existantes dans la situation sociale, économique, culturelle et politique des femmes et des hommes (ainsi que dans celle des jeunes, des garçons et des filles s'il y a lieu), en présentant les opportunités, obstacles et risques présents en la matière et les inégalités entre ces groupes.

### *Gestion des connaissances et communications*

Dans le cadre d'un projet mis en œuvre dans un délai assez court et faisant intervenir plusieurs parties prenantes, la communication et la gestion de la connaissance sont des éléments clés de réussite. Pour ce faire, le projet entend renforcer les cellules de communication qui existerait au sein du conseil régional. Un site internet sera créé ou renforcé afin d'informer l'ensemble des acteurs locaux sur la mise en œuvre du projet, mais également partager les informations sur les projets en cours dans la zone contribuant à la mise œuvre des plans d'action stratégiques qui seront développés. La communication sera faite le plus largement possible, non seulement au niveau des chefs-lieux des Régions, des Départements et Sous-préfectures, mais aussi au niveau des villages en direction des communautés locales et la société civile à la base dépendant des ressources naturelles et forestières, en visant les groupes les plus vulnérables, dont les femmes et les jeunes. Les particularités des régions seront prises en considération à travers l'implication forte des Conseils Régionaux dans les activités liées à la communication et à l'engagement des parties prenantes.

## 2. Risques, suivi et évaluation

### 2.1. Gestion des risques.

Les éléments mentionnés dans le tableau ci-dessous sont les principaux risques identifiés lors de la mise en œuvre du projet.

Tableau 4: Liste des potentiels risques et mesures d'atténuation

N°	Description du risque	Impact H,MH,MF ou F	Probabilité H, MH, MF ou F	Classement	Actions d'atténuation	Responsable (s)
1	Changement politique et administratif	MF	MF		Implication forte du MINSEDD dans la mise en œuvre des activités	MINSEDD SEP-REDD+ Gouvernement des régions
2	Adhésion des communautés locales et du secteur privé	MH	MH		Renforcement des activités liées à la communication et sensibilisation des parties prenantes dans les zones à faible adhésion	PNUD SEP-REDD+ CR
3	Appropriation du projet par les responsables des régions	MF	MF		Consultation des responsables des régions dès le développement du projet pour que le contenu reflète leurs besoins Implication des Gouvernements à tous les niveaux de mise en œuvre du projet	PNUD SEP-REDD+ Gouvernement des régions
4	Les résultats escomptés du programme semblent être ambitieux eu égard au budget et au chronogramme de mise en œuvre	MH	MH		Valorisation des acquis lors de l'élaboration de la stratégie nationale REDD+ (valorisation des résultats des études) Prise en considération des éléments ayant déjà fait l'objet d'une étude dans la région visée (ex. pour le développement du PIF dans la région du Bélier)	PNUD SEP-REDD+ Gouvernement des régions
5	Faible participation et appropriation des femmes et des jeunes hommes et femmes dans les processus de planifications régionaux en raison des inégalités entre les sexes qui existent dans le pays.	MH	MH		Développement d'une approche permettant de cibler les femmes et les jeunes hommes et femmes dès les sensibilisations. Approche à inviter les femmes à participer activement aux consultations et à donner leurs avis. Viser la participation de maximum de femmes (Au moins 30%) à tous les renforcements de capacité et activités planifiés du projet.	PNUD SEP-REDD+ Gouvernement des régions CR

N°	Description du risque	Impact H,MH,MF ou F	Probabilité H, MH, MF ou F	Classement	Actions d'atténuation	Responsable (s)
					Les plans stratégiques intégreront pleinement une perspective d'inclusion sociale et de genre	

Si d'autres risques apparaissent au cours de la mise en œuvre du projet, ils seront gérés par le PNUD, les Conseils Régionaux et les principaux partenaires de mise en œuvre.

### **Gestion des conflits**

Le mécanisme de gestion des conflits pour le processus REDD+ de la Côte d'Ivoire n'étant pas encore en place, les mécanismes de gestion de conflits officiels utilisés au niveau national seront utilisés (mobilisation des autorités locales, médiations, et si le conflit ne peut pas être géré localement, la gestion du conflit auprès du tribunal pourrait être envisagée et réalisée). Toutefois, dès le mécanisme de gestion des conflits national pour la REDD+ validée, le présent programme s'alignera et utilisera ledit mécanisme pour tout conflit potentiel pouvant émerger lors de sa mise en œuvre.

Ces mécanismes de gestion de conflits ne sont pas encore connus des parties prenantes, mais feront partie intégrante des informations qui leur seront mises à disposition lors des différentes consultations, concertations, renforcement de capacité et transfert d'information au niveau local.

### **2.2. Suivi**

Le suivi-évaluation du projet sera assuré par le SEPRED. Des missions de suivi-évaluation seront conduites régulièrement sur le projet pour mesurer les indicateurs et informer la même occasion le processus national.

Outre ces suivis mentionnés antérieurement, le PNUD mettra à contribution son système de suivi interne en lien avec le suivi-évaluation du SEPRED pour s'assurer que le projet atteigne ses objectifs et selon le temps imparti.

### **2.3. Durabilité des résultats**

Il ne s'agira pas seulement de développer les stratégies juridictionnelles des 2 régions cibles, mais de les appuyer pour :

- Renforcer les capacités des agents techniques des 2 régions sur les commodités zéro déforestation, la REDD+ et la restauration des paysages, mais également sur les potentialités dans les 2 régions, et surtout les informer des différentes perspectives et opportunités pouvant être saisies au niveau national, mais également au niveau international. Ses actions qui seront intégrées dans la planification des deux régions vont se poursuivre même à la fin du projet ;
- Identifier les potentialités de ces régions en termes de projets REDD+, et ainsi identifier les activités pouvant être mises en œuvre ;
- Appuyer les parties prenantes pour qu'ils acquièrent les capacités à identifier, développer et écrire des documents de projet solide et susceptible d'attirer l'attention des différents bailleurs et secteurs privés ;
- Appuyer les juridictions en les mettant en contact avec de potentiels bailleurs, mais également avec

le secteur privé (filère cacao notamment) susceptible de mettre en place des activités liées à l'agriculture zéro-déforestation et des financements pour la mise en œuvre de ces stratégies juridictionnelles élaborées ;

- Renforcer la visibilité de ces régions par rapport aux efforts qu'ils mettent en place pour avoir une stratégie régionale REDD+ servant de base et permettant de coordonner les activités dans ces régions (les premières en Côte d'Ivoire).

Outre ces aspects techniques liés à la pérennisation des acquis du projet, étant donné que la mise en place d'un cadre de dialogue multi-acteurs dans chacune de régions, des partages d'expériences seront organisés entre les deux régions pour apprendre mutuellement.

### **3. Budget**

(excel)

Expected Outputs	Planned Activities	Total Requested from GCFF	UNDP	Planned Budget by Year			Responsible Party	PLANNED BUDGET 2019			Expenditures	Balance
				2,019	2,020	Total		Funding Source	Budget Description	Amount		
<b>Résultats 1</b> : Un cadre de dialogue multi-acteurs pour la restauration des paysages forestiers afin de renforcer la compréhension entre les acteurs et la gouvernance forestière est mis en place et fonctionnel au niveau régional du Bélier	1.1. Mise en place des mécanismes de gouvernance d'un cadre de dialogue multi-acteurs au niveau de la région du Bélier	5,000		2,000	3,000	5,000	UNDP CO	GCFF	75700-Training, Workshops and Conferences	2,000	0	2,000
	1.2. Sensibilisation des différentes prenantes au niveau des villages sur la restauration des paysages et le rôle du cadre dialogue	20,000		10,000	10,000	20,000	UNDP CO	GCFF	75700-Training, Workshops and Conferences/71600-local travel	10,000	0	10,000
	<b>Subtotal Résultat 1</b>	<b>25,000</b>	<b>0</b>	<b>12,000</b>	<b>13,000</b>	<b>25,000</b>				<b>12,000</b>	<b>0</b>	<b>12,000</b>
<b>Résultat 2</b> : Un plan stratégique régional sur la restauration des paysages forestiers est élaboré de manière participative et inclusive avec des mécanismes de financement définis	2.1. Evaluation des opportunités de restauration des paysages forestiers de la situation de l'égalité des sexes ainsi que les opportunités d'autonomisation des femmes dans la région du Bélier	12,000		12,000	0	12,000	UNDP CO	GCFF	71305-Local Consultant	12,000	0	12,000
	2.2. Elaboration du plan stratégique régional pour la restauration du paysage forestier tout en assurant la sécurité alimentaire et l'amélioration des revenus des communautés rurales	30,000		10,000	20,000	30,000	UNDP CO	GCFF	75700-Training, Workshops and Conferences/71600-local travel	10,000	0	10,000
	<b>Subtotal Résultat 2</b>	<b>42,000</b>	<b>0</b>	<b>22,000</b>	<b>20,000</b>	<b>42,000</b>				<b>22,000</b>	<b>0</b>	<b>22,000</b>
<b>Résultat 3</b> : Les capacités du régional du Bélier sont renforcées pour la gestion du cadre dialogue multi-acteurs et il est capable d'assurer leadership technique pour conduire le processus participatif et inclusif de restauration du paysage	3.1. Renforcement des capacités du Conseil régional du Bélier en ressource humaine compétente capable d'assurer leadership technique pour conduire le processus participatif et inclusif de restauration du paysage	50,000		20,000	30,000	50,000	UNDP CO	GCFF	71305-Local Consultant, indemnités des experts du conseil régional/71600-local travel	20,000	0	20,000
	3.2. Renforcement des capacités techniques du conseil régional du Bélier sur les méthodologies de gestion de plateforme de dialogue développé au niveau mondial par le PNUD-GCP.	15,000		5,000	10,000	15,000	UNDP CO	GCFF	71500-UNV	5,000	0	5,000
	<b>Subtotal Résultat 3</b>	<b>65,000</b>	<b>0</b>	<b>25,000</b>	<b>40,000</b>	<b>65,000</b>				<b>25,000</b>	<b>0</b>	<b>25,000</b>
SEPREDD suivi-évaluation	Mission de suivi-évaluation des experts du SEP-REDD+ tout au long du projet	5,000		2,000	3,000		UNDP CO	GCFF	71600-local travel	2000	0	2000
Evaluation final du projet	Recrutement d'un consultant national pour l'évaluation finale du projet	3,000	0	0	3,000		UNDP CO	GCFF	71305-Local Consultant			
Projet est coordonné à l'échelle des deux régions avec lien avec les projets et politique au	Recrutement d'un coordonnateur général du projet basé à Abidjan	0	15,000	7,500	7,500	15,000	UNDP CO	UNDP	71305-Local Consultant	7,500	0	7,500
Expert genre est mis à la disposition des deux régions	Recrutement d'un consultant expert en genre	0	5,000	2,500	2,500	5,000	UNDP CO	UNDP	71305-Local Consultant	2,500	0	2,500
DPC du Bureau Pays Abidjan projet GCFF des régions Bélier et Cavally		0	7,900	3,950	3,950	7,900	UNDP CO	UNDP		3,950	0	3,950
	<b>Subtotal Résultat 4</b>	<b>8,000</b>	<b>27,900</b>	<b>15,950</b>	<b>19,950</b>	<b>27,900</b>				<b>15,950</b>	<b>0</b>	<b>15,950</b>
<b>Total</b>		<b>140,000</b>	<b>27,900</b>	<b>74,950</b>	<b>92,950</b>	<b>159,900</b>				<b>74,950</b>	<b>0</b>	<b>74,950</b>

Expected Outputs	Planned Activities	Total Requested from GCFTF	UNDP contribution	Planned Budget by Year			Responsible Party	PLANNED BUDGET 2019			Expenditures	Balance
				2,019	2,020	Total		Funding Source	Budget Description	Amount		
Résultat 1 : Un cadre de dialogue multi-acteurs sur la gouvernance de l'utilisation des terres et de développement rural est mis en place et fonctionnel au niveau régional	1.1. Mise en place des mécanismes de gouvernance d'un cadre de dialogue multi-acteurs qui assurent la participation des différentes catégories d'acteurs au niveau de la région de Cavally	5,000		2,000	3,000	5,000	UNDP CO	GCFTF	75700-Training, Workshops and Conferences	2,000	0	2,000
	1.2. Sensibilisation et communication en vue de renforcer l'engagement des parties prenantes notamment des communautés locales reculées, les jeunes et les femmes	20,000		10,000	10,000	20,000	UNDP CO	GCFTF	75700-Training, Workshops and Conferences/71600-local travel	10,000	0	10,000
	<b>Subtotal Résultat 1</b>	<b>25,000</b>	<b>0</b>	<b>12,000</b>	<b>13,000</b>	<b>25,000</b>				<b>12,000</b>	<b>0</b>	<b>12,000</b>
Résultat 2 : Plan stratégique régional sur la production agricole zéro déforestation est élaborée de manière participative et inclusive avec des mécanismes de financement définis	2.1. Analyse de la dynamique d'utilisation des terres et les différentes problématiques liées	10,000		10,000	0	10,000	UNDP CO	GCFTF	71305-Local Consultant	10,000	0	10,000
	2.2. Elaboration du plan stratégique régional sur la production agricole zéro déforestation	32,000		10,000	22,000	32,000	UNDP CO	GCFTF	75700-Training, Workshops and Conferences/71600-local travel	10,000	0	10,000
	<b>Subtotal Résultat 2</b>	<b>42,000</b>	<b>0</b>	<b>20,000</b>	<b>22,000</b>	<b>42,000</b>				<b>20,000</b>	<b>0</b>	<b>20,000</b>
Résultat 3 : Les capacités du Conseil Régional du Cavally sont renforcées pour la gestion du cadre dialogue multi-acteurs il est capable d'assurer un leadership politique au niveau national et international afin de promouvoir les produits zéro déforestation sur les marchés	3.1. Renforcement des capacités du Conseil régional en ressources humaines compétentes capables d'assurer le processus participatif et inclusif de planification de l'utilisation des terres	50,000		20,000	30,000	50,000	UNDP CO	GCFTF	71305-Local Consultant, indemnités des experts du conseil régional/71600-local travel	20,000	0	20,000
	3.2. Renforcement des capacités technique du Conseil Régional du Cavally sur les méthodologies de gestion de plateforme de dialogue développé au niveau mondial par le PNUD-GCP	15,000		5,000	10,000	15,000	UNDP CO	GCFTF	71500-UNV	5,000	0	5,000
	<b>Subtotal Résultat 3</b>	<b>65,000</b>	<b>0</b>	<b>25,000</b>	<b>40,000</b>	<b>65,000</b>				<b>25,000</b>	<b>0</b>	<b>25,000</b>
Suivi-évaluation (SEP-REDD)	Mission de suivi-évaluation des experts du SEP-REDD+ tout au long du projet	5,000		2,000	3,000		UNDP CO	GCFTF	71600-local travel	2000	0	2000
Evaluation final du projet	Recrutement d'un consultant national pour l'évaluation finale du projet	3,000	0	0	3,000		UNDP CO	GCFTF	71305-Local Consultant			
Projet est coordonné à l'échelle des deux régions avec lien avec les projets et politique au niveau national	Recrutement d'un coordonnateur général du projet basé à Abidjan	0	15,000	7,500	7,500	15,000	UNDP CO	UNDP	71305-Local Consultant	7500	0	7500
Expert genre est mis à la disposition des deux régions	Recrutement d'un consultant expert en genre	0	5,000	2,500	2,500	5,000	UNDP CO	UNDP	71305-Local Consultant	2500	0	2500
DPC du Bureau Pays Abidjan projet GCFF des régions Belier et Cavally		0	7,900	3,950	3,950	7,900	UNDP CO	UNDP		3950	0	3950
	<b>Subtotal Résultat 4</b>	<b>8,000</b>	<b>27,900</b>	<b>15,950</b>	<b>19,950</b>	<b>27,900</b>				<b>15,950</b>	<b>0</b>	<b>15,950</b>
<b>Total</b>		<b>140,000</b>	<b>27,900</b>	<b>72,950</b>	<b>94,950</b>	<b>159,900</b>				<b>72,950</b>	<b>0</b>	<b>72,950</b>